

*Gal 4. 3*  
*1317*  
HISTOIRE  
SECRETE  
DE COBLENCÉ,  
DANS LA RÉVOLUTION  
DES FRANÇOIS.

*Extraite du cabinet diplomati-  
que électoral et de celui des  
princes frères de Louis XVI.*

Attribuée à M. de RIVAROL.

A LONDRES,

---

1795.

THE COLLEGE

OF THE

UNIVERSITY OF

CHICAGO

LIBRARY

OF THE

UNIVERSITY OF

CHICAGO

LIBRARY

OF THE

UNIVERSITY OF

CHICAGO

LIBRARY

OF THE

UNIVERSITY OF

D

CHA

ples

CHA

rop

CHA

à C

CHA

Ro

CHA

à C

CHA

bl

CHA

CH

à

CH

retr

CH

CH

son



---

---

# T A B L E

## DES CHAPITRES.

---

|                                                                                   |        |
|-----------------------------------------------------------------------------------|--------|
| CHAP. I. Les causes des révolutions des peuples.                                  | Page 1 |
| CHAP. II. Des spéculations des cabinets de l'Europe sur la révolution de 1789.    | 14     |
| CHAP. III. De l'établissement du comte d'Artois à Coblençe.                       | 22     |
| CHAP. IV. De l'émigration de Monsieur, frère du Roi.                              | 31     |
| CHAP. V. De la souveraineté du sénat français à Coblençe.                         | 35     |
| CHAP. VI. De l'inquisition française à Coblençe.                                  | 47     |
| CHAP. VII. La mort de l'empereur Léopold.                                         | 61     |
| CHAP. VIII. De l'arrivée du duc de Brunsvick à Coblençe.                          | 69     |
| CHAP. IX. Le Roi de prusse à verdun et sa retraite.                               | 85     |
| CHAP. X. De la bastille de Coblençe.                                              | 101    |
| CHAP. XI. Les vices de l'éducation des princes sont la source de tous les crimes. | 125    |

T A B L E

CONTENTS

THE HISTORY OF THE

REIGN OF

CHARLES THE FIRST

BY

JOHN BURNET

OF THE UNIVERSITY OF OXFORD

IN TWO VOLUMES

LONDON

Printed by J. Streater, at the

Sign of the Sun, in Strand

1679

Price 1s. 6d.

For the Right of the

Copy, See the

End of the

Book

of the

Library

of the

---

# HISTOIRE SECRÉTTE

DE

## COBLENCE.

---

### CHAPITRE I.

*Les causes des révolutions des Peuples.*

---

IL en est du corps politique comme du corps humain : pour guérir l'un ou l'autre , il faut étudier le tempérament du malade , chercher les causes du mal , s'y attacher , les extirper , sous peine de produire un estropié et bientôt un mort.

La corruption est au corps politique dans les empires , ce que la gangrène est au corps humain : les révolutions des peuples sont le dernier période de cette maladie cancéreuse dans l'état , parce que l'intérêt primitif de la nature ne change point , et ne peut pas changer. L'homme de tout état et condition porte dans son cœur le sentiment *inné* de sa conservation personnelle , et le plus lâche d'entre eux

A



ne manqua jamais d'énergie , lorsqu'il s'agit de repousser les coups assassins de l'oppression de dessus sa personne et sa fortune.

D'après cette impulsion de la nature contre sa destruction , d'après l'épreuve périodique que l'Europe d'âge en âge , avoit faite de l'énorme robusticité du tempérament de la France , d'après l'évidence des causes de sa révolution et leur complication, il n'y avoit que des professeurs d'ignorance et de charlatanisme , qui pussent méconnoître le choix du remède salutaire , le temps propre à son application , et les progrès désastreux qui dans cette maladie toute inflammatoire ne manqueroient pas de se cumuler , à défaut de s'envelopper dans les règles de l'art, et d'y traiter son malade.

Si les ministres médecins de la royauté en Europe n'eussent eu rien de plus à cœur , que de travailler sérieusement à sa conservation , une fois appelés en consultation pour le salut de la royauté en France, ils auroient avoué que le règne de l'arbitraire , qui est décidément injuste et tyrannique , étoit à la fois le principe et le siège du mal ; que la résurrection des lois en étoit le seul remède salutaire , sous peine de faire bientôt dégénérer cette maladie révolutionnaire en une épidémie générale pour la royauté.

Que si cette vérité une fois avouée dans le silence du cabinet royal , chaque souverain de

proche en proche eut extirpé de son gouvernement les usurpations, qui pouvoient avoir été faites sur ses peuples au préjudice de la constitution de l'état; qu'il eut restitué tout aussitôt la jouissance intégrale des droits que cette constitution leur attribue, c'est alors seulement, que les princes et les rois auroient acquis la confiance générale et particulière, et que leur médiation dans les troubles de la France ainsi fondée sur leur équité personnelle, eut inmanquablement sauvé la monarchie française et le monarque.

Cette monarchie dès son principe avoit été établie sur une belle et bonne constitution, tellement protectrice de la sûreté des peuples, que sous son règne le roi ne pouvoit faire des lois, ni établir des impôts, que par l'unanimité du *vœu* des trois ordres de l'état aux états généraux. C'est-à-dire, que l'unanimité du roi et de deux des ordres de l'état, se trouvoit frappée d'une nullité absolue, tout autant de fois que l'un des trois ordres s'opposoit à ce qui en étoit l'objet. (a.)

Dans des temps de prospérité, dans ceux de l'enthousiasme des peuples pour tel ou tel de ses

---

(a) L'exécution de cette loi fut de nouveau confirmée aux états généraux de 1356 et de 1560. Il en étoit de même pour la régence du royaume dans le cas de minorité.

rois , le ministère abusant du délire des uns , de l'ambition des autres , et de la confiance de tous , livra la constitution au sommeil , pour s'arroger successivement tous les pouvoirs. Depuis *Richelieu* sur-tout , la nation fut sans influence.

La France n'eut plus alors qu'un gouvernement arbitraire , c'est-à-dire pleinement despotique ; ce régime *né* de l'usurpation , avoit une existence d'autant plus éphémère , que la loi constitutionnelle n'étoit point abrogée ; que les ordres qui la constituoient , existoient dans l'état , et pouvoient d'un moment à l'autre reconquérir l'exercice de leurs droits.

Les ministres sans cesse placés à côté de cette difficulté , en furent constamment effrayés. Pour se garantir du reveil de la nation , le ministère réunit périodiquement tous ses moyens à établir une corruption sans cesse renaissante du souverain aux sujets et des sujets aux sujets ; ou il s'attacha singulièrement , à opposer les ordres de l'état les uns aux autres , comme ne pouvant avoir de force , que par l'union que donne une confiance réciproque. On fit plus ! Comme l'ordre de la noblesse par son influence dans une monarchie , est l'intermédiaire entre le peuple et le trône ; qu'il est le défenseur *né* de l'un et de l'autre ; qu'il est essentiellement intéressé à combattre les attentats de la tyrannie , le ministère opposa sans



relâche cette noblesse à elle-même , en faisant de celle de la cour une *câste* à part , qui se partagea les honneurs et les graces du roi , les grandes charges de la couronne , les emplois supérieurs dans le gouvernement et dans l'armée. Successivement ils se les rendirent héréditaires par le moyen de survivances.

Dans le crime il n'est que le premier pas qui coûte ! La nullité de l'influence de l'ordre de la noblesse une fois opérée , le trône étant devenu l'unique source de tous les pouvoirs et de toutes les graces , bientôt s'établit la maxime abominable , que l'homme revêtu des emplois du gouvernement , des décorations ou de la faveur de la cour , ne pouvoit quoiqu'il fit , avoir jamais tort. Bientôt encore ce privilège s'étendit jusques sur les protégés de celui-ci , qui vendit sa protection et son crédit. De proche en proche , à la cour et à la ville , on vendit son opinion , son honneur , sa conscience , et jusque dans le temple de la justice. Le mérite personnel trouva toutes les portes fermées ; la balance de la justice fut brisée ; la vertu et l'innocence n'eurent plus de sauve-garde et plus d'azyle ; le crime décoré de la faveur n'eut plus de censeur !

Les parlemens du royaume voulant augmenter leur autorité sur la ruine de l'influence des ordres de l'état , se gardèrent bien d'en réclamer l'activité , une fois qu'ils furent isolés au milieu des

intrigues d'un côté , et de force de l'autre ; ils eurent bientôt perdu leur propre influence. Celui de Paris sur-tout n'eut plus d'ensemble et d'énergie. Ses membres directement placés sous les grâces et la ferrule impériale du ministère , substituèrent les calculs de leur grandeur individuelle à l'obligation où ils étoient , de remplir leurs devoirs comme débiteurs de la justice distributive , et comme conservateurs des lois de la monarchie , dont le dépôt leur avoit été confié. Le procès le plus simple devint éternel ; le temple de la justice fut transformé en un atelier de diffamation et de brigandage ; le bon droit succomba toujours contre la faveur et l'argent. Les arrêts se marchandèrent et se vendirent dans le cabinet du rapporteur et celui de son secrétaire. C'est là qu'au nom de la loi l'on déshonorait l'homme vertueux , pour assurer l'impunité du crime à son adversaire ; et que l'on dépouillait le père de famille de sa fortune , pour en vêtir un brigand. Comme dépositaires des lois constitutionnelles , ces magistrats n'eurent plus d'énergie , que pour rejeter ceux des nouveaux impôts qui atteignoient leurs vastes propriétés territoriales ; ils passèrent facilement sur tout le reste.

Cette corruption pestilentielle infecta toutes les branches de l'administration. Les corporations de l'état en furent atteintes , le clergé même n'y échappa point. Les prieurés , les abbayes , les évê-

chés se marchandèrent et se vendirent. Les titulaires une fois en possession des revenus du bénéfice, désertèrent le siège de leurs fonctions et les fonctions elles-mêmes, pour s'abandonner alternativement aux intrigues de la cour et à la vie licencieuse de la capitale. Ces nouveaux courtisans cumulèrent bientôt sur leur tête les richesses de l'église qu'ils ne desservoient pas, et n'en mourroient pas moins insolvables et banqueroutiers, parce que le crime est incommensurable dans ses dépenses, tout aussi bien que dans sa profondeur.

Les communautés religieuses dans les grandes villes ne furent bientôt plus qu'une nouvelle ressource à la débauche. La jeune mère de famille abandonna ses enfans, elle déserta la maison conjugale pour aller se réfugier au couvent. C'est dans ce lieu consacré à la piété, à la pureté des mœurs, qu'elle recevoit librement l'objet de son inclination nouvelle; et qu'elle arrangeoit ses courses au-dehors après les plaisirs de tout genre. Si son mari vouloit user des droits qui lui étoient acquis pour rendre une mère à ses enfans, celle-ci lui intentoit un procès en séparation de corps. Dans l'instruction judiciaire comme dans la société, elle lançoit un torrent d'injures et de calomnies contre lui; elle alloit se jeter aux pieds des magistrats, les arrosoit de ses larmes; et ceux-là sensibles aux charmes de la plaideuse, lui



donnoient un arrêt de séparation , qui n'étoit qu'un brevet d'impunité pour ses fautes passées , et pour toutes celles qu'il lui plairoit d'y ajouter.

Dès ce moment la religion fut perdue en France. De proche en proche , chacun se disoit : si la cour, le clergé , les grands du royaume et les magistrats croyoient à cette religion , ils ne l'offenseroient pas aussi constamment et aussi unanimement.

Dans cette subversion totale des mœurs , des lois et des principes , les plus subalternes dans le gouvernement ne se donnèrent plus qu'à l'intrigue , à la faveur , ou à prix d'argent. De tels fonctionnaires se trouveroient nécessairement au-dessous de leur place , et par les mœurs et par la capacité ; l'homme délicat , l'homme capable ne sauroit regarder comme une faveur d'être employé ; il est toujours prêt à fournir au gouvernement le fruit de ses veilles et de ses vertus , si on le requiert , mais il ne s'avilit point jusqu'à se traîner dans un foyer de corruption pour faire accepter sa personne. Les ministres sont les yeux des rois. C'est à eux de chercher un tel homme et de le présenter au souverain. C'est précisément celui-là dont ils ne vouloient point ; et bientôt ils ne furent plus maîtres de l'adopter.

Les courtisans étendant chaque jour leur empire , placèrent les ministres et les déplacèrent à volonté.

Ceux-là n'étant plus que les créatures des autres , s'accoutumèrent à les craindre et à ne leur rien refuser. Si quelquefois il arrivoit que le souverain éleva au ministère quelqu'un de son propre choix , la cabane courtisane , le *fer* de la calomnie d'une main et l'intrigue de l'autre , le culbutoit impéramment , ou lui hérissoit la route du bien public de tant d'obstacles , qu'il se hâtoit de donner sa démission d'un poste où la vertu se trouvoit paralysée. *Malesherbe* fut du nombre de ceux-là. Louis XVI s'efforçant en vain de le retenir et le pressant de lui révéler les motifs de sa résistance , il lui dit : « Sire , c'est qu'il est impossible de faire le bien ici. » Je devrois donc aussi moi quitter ma place , répondit le roi.

C'étoit au nom du roi que depuis des siècles les princes de son sang , ses ministres , ses courtisans , le lieutenant général de police , même les commis des bureaux ministériels , précipitoient dans une prison d'état le mari de la femme qu'ils vouloient pour sultane , quand celui-ci ne pouvoit pas se résigner à l'ignominie de leur en consentir l'abandon : toutes les personnes qui leur déplaisoient , éprouvoient le même sort. Bientôt encore ils emprisonnèrent par complaisance pour leurs créatures , et pour leurs protégés. Le père emprisonna son fils , le fils emprisonna son père , et le frère son frère ! Quand les parens , les amis de la victime venoient affirmer son innocence et sa conduite irréprochable ,

le ministre d'un ton sévère leur répliquoit : « c'est  
« de l'ordre du roi . . . . sa majesté a eu ses motifs,  
« et n'en rend jamais compte ; ne vous mêlez pas  
« de cette affaire, vous vous compromettriez ! » (a)

C'est au nom du roi , que les peuples furent  
graduellement surchargés d'impôts énormes , et  
horriblement opprimés par les concussions des re-  
ceveurs généraux et particuliers employés à la per-  
ception d'iceux ; qu'une partie de ces contributions  
prises sur la sueur des peuples , fut périodiquement  
versée sur les courtisans , leurs sultanes , leurs  
créatures , pour défrayer leurs crimes et leurs dé-  
bauches. C'est au milieu de telles libéralités , et  
pour pouvoir les perpétuer , qu'on réduisoit auda-  
cieusement les rentes constituées sur le roi. C'est-  
à-dire , que par la force on s'emparoit en détail  
de la fortune du particulier qui l'avoit généreuse-  
ment prêtée à son roi , pour le secourir dans sa

---

(a) Le roi ne signoit point ces ordres d'emprisonnement,  
et n'en avoit presque jamais connoissance ; ils se fabriquoient  
dans les bureaux ministériels. Chacun d'eux avoit la *griffe*  
du roi , pour éviter à sa Majesté la peine de donner sa pro-  
pre signature à la masse énorme des affaires courantes. On  
apposoit l'effigie de cette signature royale sur l'ordre de pros-  
cription , et le ministre y mettoit la sienne. Il y en avoit  
toujours une grande provision dans chaque bureau , avec le  
nom en blanc : on le remplissoit de celui du proscrit.



détresse. C'est toujours au nom du roi , que les dilapidations , les dettes , les emprunts , se multiplioient à l'infini , que l'état devenoit chaque jour plus obéré , de manière à ne laisser d'autre perspective à ses créanciers légitimes qu'une banqueroute totale et très-prochaine.

C'est ainsi que des agens pervers déguident l'autorité royale , qu'ils discréditent leur maître , en versant en son nom l'oppression , l'opprobre , la honte , la misère et le deuil sur les familles ; c'est ainsi que ce nom de roi , qui pourroit être si cher , ce nom qui toujours devoit être le précurseur d'un nouvel acte de tendresse et de protection paternelle , c'est ce nom qui , dans les mains de ces malheureux devient pour eux l'enseigne du crime , et pour les sujets le signal de la terreur , de l'épouvante et de l'effroi !

Voilà aussi comment et pourquoi le jour arrive où ces mêmes peuples courbés sous le faix de leurs maux toujours croissans , se roidissent contre l'autorité royale ; qu'ils se stimulent réciproquement à la conquête de leurs droits ; qu'ils calculent les forces que la nature a mises dans leurs mains , et ils les trouvent énormes ; qu'ils comparent ces forces à celles du souverain , et ils le trouvent seul contre tous ! A ce résultat la confiance et le courage jaillissent de tous les cœurs ; les murmures

s'élèvent ; les cris de *VIVRE LIBRE, OU MOURIR !* percent de toute part , et la révolte éclate ! C'est ce qui s'effectua en France le 14 juillet 1789.

Tout aussitôt accourent les déplorables victimes de ce déluge de maux de despotisme , leurs parens , leurs amis , leurs connoissances , qui tous viennent pour déposer : *l'un* , de ce qu'il a souffert de la tyrannie de l'arbitraire ; et *l'autre* , de ce qu'il a vu souffrir. La multitude ordonne qu'on en recueille les titres , et lorsqu'arrive le terrible examen , tous et chacun de ces titres commencent par ces mots : *de par le roi* , et finissent par la signature du roi ! A l'aspect de cet ordre exprès du roi , et de la signature du roi sur cette masse de destruction , les sujets ne voient plus autour d'eux que l'image vivante de ce roi , de ce père de la grande famille , calomniant , emprisonnant , torturant , dépouillant ses propres enfans ! . . . . Oh ! alors , l'indignation s'empare de tous les cœurs , chacun aspire à la gloire de servir le premier l'humanité et la nature . . . de venger son aïeul , de préserver son fils , son parent , son ami , et dans ce délire du sentiment , trompés d'ailleurs par une multitude de factions particulières , dont les chefs en exaltant toutes les têtes , vouloient s'élever sur les ruines du peuple et celles du trône : les français au lieu de se rallier dans ce trouble général , à leur antique constitution que Louis XVI venoit

d'arracher du fleuve de l'oubli , et de s'y envelopper ; les uns soutinrent qu'il n'en avoit jamais existé en France ; les autres lui imputèrent tous les maux de l'état , et dans cette prévention nourrie par la douleur , ils se livrèrent précipitamment à la création d'une constitution nouvelle.





---

## CHAPITRE II.

### *Des spéculations des cabinets de l'Europe, sur la révolution de 1789.*

---

LA corruption du corps politique n'étoit point une maladie exclusivement propre à celui de la France , tous ceux de l'Europe en étoient plus ou moins infectés. Les uns s'applaudissent d'une révolution qui abaisseroit la maison de Bourbon ; les autres de proche en proche firent des spéculations mercantiles ; l'Angleterre saisit cette occasion de s'abreuver dans la coupe des vengeances ; et tous résolurent d'en profiter en définitif , pour enchaîner de nouveau les peuples , et n'avoir plus désormais qu'un gouvernement pleinement despotique.

Dans ce double délire de l'égoïsme et du brigandage , on dédaigna de prendre en considération l'étendue du sol de la France et sa fertilité , l'immensité de ses places fortes , la valeur de ses armées de ligne , son énorme population , son génie national , son amour pour la guerre , son ardeur impétueuse dans les combats , et trois millions d'hommes armés extraordinairement par la révo-

lution. On calcula très-complaisamment au contraire, la ruine de ses isles extérieures, celle de son commerce, celle de son numéraire en circulation, et les bénéfices qu'on pouvoit faire de proche en proche sur chacun de ses objets.

Sous ce rapport on résolut de donner au peuple français le temps d'opérer toutes ces destructions, bien persuadé comme on l'étoit, que la contre-révolution ne pouvoit pas faire une question pour la royauté en Europe, dans quelque temps qu'on voulut l'effectuer. Aussi cette époque fut-elle renvoyée à trois années révolues.

Dans cette espace de temps l'assemblée nationale s'empara du trésor royal, des domaines de la couronne, et des impositions annuelles. Elle créa un papier monnoie sous la dénomination d'assignats; elle ordonna la liquidation et le remboursement de tous emplois civils, militaires et financiers, celui des emprunts et autres dettes de l'ancien gouvernement. Elle s'empara des domaines du clergé, supprima toutes les communautés religieuses de l'un et de l'autre sexe, et en salaria les membres; elle s'empara de leur trésor, de leur argenterie, de celles des églises, et les fit monnoïer. Les domaines de la couronne et ceux du clergé étant devenus nationaux, furent mis dans toutes les mains par le moyen des assignats. La noblesse du royaume fut supprimée, ainsi qu'une partie de ses droits seigneu-

riaux , l'autre fut déclarée rachetable. On supprima les administrations provinciales , on en établit de nouvelles , d'où furent exclus les anciens administrateurs comme créatures de la royauté.

On fit un nouveau cadastre de la France. Les provinces perdirent leur nom , elles furent divisées et fondues en quatre-vingt-trois départemens. Tous les tribunaux furent supprimés , les magistrats renvoyés , et d'autres furent élevés sur leurs ruines. On assujettit tous les fonctionnaires publics à prêter serment de fidélité au nouvel ordre de choses qui s'établissoit , sous peine d'être déchu de leurs emplois. Les ministres de la religion refusèrent le serment , ils furent démis et remplacés. Le corps d'officiers des armées de terre et de mer en fit de même , il fut substitué par ses bas officiers. On augmenta la paye du soldat , de nouvelles ordonnances lui ouvrirent la porte des grades et des récompenses , et l'armée se rangea du côté de la nouvelle loi. Le corps colossal des milices nationales se dévoua scrupuleusement aux manœuvres militaires , et y fit des progrès rapides.

Cette masse d'opérations qui s'agitoient publiquement à l'assemblée nationale , y passoient en force de loi , et s'exécutoient avec la plus grande célérité , ne purent pas dessiller les yeux des puissances , ni sur l'erreur de leurs premiers calculs , ni sur les dangers personnels qui les menaçoient de proche  
en



en proche dans la subversion qui s'établissoit en France. Leur sécurité à cet égard fut inébranlable. L'assemblée nationale sut en profiter pour compléter la destruction de l'ancien gouvernement , achever l'édifice de la nouvelle constitution , et la faire sanctionner par Louis XVI , le quatorze septembre , mil sept cent quatre-vingt-onze.

Cette constitution en déclarant la France monarchie , avoit sans doute beaucoup trop resserré les prérogatives de la royauté , et défiguré les traits représentatifs d'une monarchie quelconque ! Mais encore la royauté avoit-elle été conservée ; Louis XVI y avoit été maintenu , et la nation lui avoit dévolu une liste civile de *vingt-cinq millions* de revenus annuels , pour faire les honneurs de son titre de roi. Tel avoit été le résultat de la révolution de 1789. Mais par la seconde , arrivée en août 1792 , le roi et la royauté en France furent ensevelis , et la royauté en Europe en reçut un coup mortel , qui , dans moins d'un demi-siècle , la précipitera dans la nuit des tombeaux , si la France fait connoître et disposer de l'étendue de ses ressources , si les princes et les rois ne savent pas se relâcher de leurs prétentions exaspérées sur les hommes ; si leurs ministres négligent de faire une entière abjuration désormais de la cupidité et du despotisme dont ils font profession depuis si long-temps , et si la royauté en Europe ne s'ac-

corde à substituer le règne des lois , le seul légitime , à celui de l'arbitraire.

La révolution de 1789 avoit été consommée et finie du moment où la sanction royale fut apposée à la nouvelle constitution. Par cette sanction le nouveau mode de gouvernement fut reconnu et légitimé de Louis XVI à son peuple , et du peuple à Louis XVI. Sans doute que sa majesté n'eut pas donné cette sanction , si elle eut pu la refuser sans encourir aucune peine ; mais ayant eu le choix d'opter entre l'abdication de la couronne au profit de son fils , ou le titre de roi de la constitution désormais , Louis XVI en se déterminant pour ce dernier parti , s'étoit imposé l'obligation de ne rien innover dans cette constitution , jusqu'à ce que la nation éclairée par l'expérience , eut reconnu les vices qu'elle pouvoit comporter , et se fut réunie à son roi , pour les rectifier.

La nation française fut tellement pénétrée de ce principe , qu'aussitôt que le choix de Louis XVI fut déterminé , elle accorda une amnistie générale à tous ceux qui se trouvoient prévenus ou convaincus d'entreprises contre-révolutionnaires , et ouvrit ses frontières à tous ceux qui voulurent émigrer. Il est de toute vérité que le roi n'avoit point été pleinement libre de sa personne et de ses actions , à compter du premier jour de la révo-

lution. Mais le peuple français avoit-il jamais été plus libre dans chacune des usurpations que ses rois avoient successivement faites sur lui , au préjudice des droits et des pouvoirs que lui avoit attribué la constitution de la monarchie ? Dans des temps de pleine liberté de part et d'autre , ils n'auroient rien pris les uns sur les autres ; le ministère eut respecté la constitution monarchique , elle auroit fait le bonheur et la prospérité de la nation , qui , au lieu de l'anéantir comme un instrument de ses malheurs , l'eut respectée à son tour. Les princes et les rois en se faisant un jeu des conquêtes de l'usurpation sur les sujets ; et une gloire triomphale de la force qui en est l'instrument , enseignent à ceux-là la valeur des conquêtes et les moyens d'y parvenir. La propriété individuelle étant de droit sacré , son usurpation est un crime inoui , qui augmente en laideur , lorsqu'il est commis par la puissance instituée pour protectrice , et qui a la témérité néanmoins , de transformer en un instrument de destruction des propriétés la force coercitive destinée à les défendre.

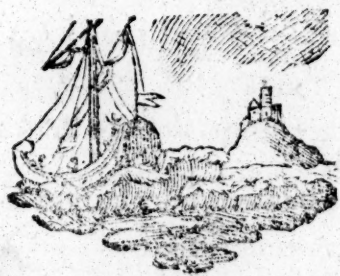
Ce crime d'usurpation sur les sujets , fut tout aussi étranger à Louis XVI qu'il avoit été familier à un grand nombre de ses prédécesseurs. Ce monarque en restituant à la nation française en 1789 les états généraux , lui restituoit par cela même



tout ce qui étoit l'objet des usurpations qui avoient été faites sur elle. Il investit enfin chacun des ordres de l'état , de la plénitude des droits et des pouvoirs que la constitution de la monarchie leur avoit dévolu ! Cette vérité de fait fera à jamais la honte et la condamnation de ceux des français coblenciens , qui en 1791 et 1792 inculpèrent sa majesté d'avoir eu le projet de détruire ces mêmes ordres de l'état , et singulièrement celui de la noblesse des provinces. Ce projet existoit vraiment dans le ministère depuis des siècles , et fut successivement adopté par ceux qui se succédèrent à ce poste , comme le moyen d'établir à jamais le pouvoir absolu.

C'est à la poursuite de ce plan injuste et tyrannique , que l'impéritie des uns et la perversité de tous , paralysèrent dans la personne de Louis XVI toutes les vertus faites pour produire un grand monarque. En montant sur le trône , il y porta le mépris du faste , des mœurs pures , une économie sévère , l'amour de la justice , celui de son peuple , et la résolution toujours constante de le rendre heureux. C'en eut été assez pour régénérer la France , au milieu d'une cour moins corrompue que celle que lui avoit laissée *Louis quinze* ? Mais que put jamais faire la vertu d'un seul , lorsqu'elle se trouva isolée dans le brasier de corruption ! Le jugement de l'homme ne se forme que par l'ex-

périence , et de grands mouvemens se succèdent , avant que celui-ci puisse s'emparer de la vérité au milieu d'une foule de traîtres. Cette auguste vérité échappa souvent à Louis XVI et d'autant plus , que sa cour étoit essentiellement intéressée à la lui déguiser. En ressuscitant les états généraux , il avoit pour objet , de trouver parmi eux la vérité nue , toute nue ; d'y trouver encore le secours nécessaire à extirper les abus qu'avoient engendrés les règnes précédens , et d'établir sur leur ruine la prospérité de la nation désormais.



---

### CHAPITRE III.

#### *De l'établissement du comte d'Artois à Coblence.*

---

**D**ES la première explosion révolutionnaire, le comte d'Artois sortit de France, et véquit pendant dix-huit mois dans *l'incognito*. Il passa une partie de ce temps à la cour de *Turin* chez son beau-père. Cette cour, l'une des moins corrompues de celles de l'Europe, et d'ailleurs la plus pauvre, n'étoit qu'un vrai désert pour ce prince, l'émule du duc d'Orléans, et qui né dans le luxe et la prodigalité, avoit dès l'âge de puberté partagé son temps entre l'intrigue et la débauche.

Pressé par le besoin de reconquérir ses jouissances, et ne sachant comment y parvenir, fit connaître son embarras à Calonne l'ex-ministre de Versailles, anciennement réfugié à Londres. Celui-ci fertile en moyens de ce genre, se chargea de pourvoir à tout.

*Calonne* se mit en campagne, sonda le ter-



rein ; et la ville de *Coblence* devint le lieu de sa prédilection. Au commencement de l'année 1791 , le comte d'Artois y fixa son domicile au château electoral de *Chamberloust* , Calonne prit le sien dans la ville même. Les sultanes favorites suivirent , elles se recrutèrent , les courtisans du prince accoururent , et son altesse royale eut bientôt une cour de souverain. Les émolumens de cette représentation manquoient. Pour se les procurer , le prince mendia auprès de toutes les têtes couronnées , et dont une grande partie lui fit l'aumône.

Louis XVI dans le fort de l'accès des maux qui le dévorioient , ne fut point exempt de payer ce tribut. On lui en multiplia les demandes , on les décora de toutes les formes , de tous les prétextes les plus spécieux , et la bonté naturelle du monarque , sa tendresse excessive pour sa famille , firent encore cette fois de nouveaux efforts , tout en improuvant le mauvais usage que son frère étoit accoutumé de faire de ses dons.

Cette cour française à *Coblence* , encore sans fonctions souveraines , sans sujets , sans ministres , sans armées , sans tribunaux , voulut se procurer tout cela. *Coblence* est la résidence habituelle de son souverain l'électeur de Trèves. Celui-ci , prince de la maison de Saxe , étoit l'oncle maternel

de Louis XVI. Calonne lui montra le comte d'Artois comme le seul des princes de la dynastie, qui fut capable d'opérer le salut de la souveraineté en France : et par son exemple, d'être le précurseur d'un accroissement de puissance absolue pour la souveraineté en Europe. A ce titre, à celui de frère d'un grand monarque, il étoit nécessaire, il étoit juste, il étoit décent selon Calonne, que le prince fut revêtu d'une portion d'autorité du gouvernement de Trêves. L'extrême ignorance de cet électeur comme homme, son ambition comme moine et comme souverain crurent à tout cela.

Il ne s'agissoit plus que d'avoir l'assentiment des courtisans, celui du ministre et autres fonctionnaires de ce petit gouvernement, dont l'électeur étoit singulièrement l'esclave, par la malheureuse habitude où sont les souverains, de ne vouloir pas prendre la peine de régner par eux-mêmes. Calonne décocha les sultanes françaises aux hommes, et les petits-mâtres aux femmes. Dans les toiles du plaisir, dans les ombres du mystère, ces professeurs de physique s'attachèrent à démontrer à leurs émules que l'extrême foiblesse de Louis XVI, sa tendresse et son amour pour le peuple, avoient produit tous ces désastres de la France, que sa majesté étoit à jamais incapable de gouverner, sous peine de cumuler les révolutions les unes sur les autres, sous peine de

perdre la souveraineté en France, et par cet exemple compromettre celle de l'Europe.

D'après ces prédicans cela ne faisoit plus une question ; et les puissances de l'Europe avoient unanimement résolu de substituer à l'incapacité prétendue du roi légitime, les grands moyens du comte d'Artois, qui après la contre-révolution opérée sous ses ordres, régneroit sous le titre de lieutenant général du royaume. Sous cette grandeur future on promit de verser à pleines mains les honneurs, les emplois, les récompenses, sur les membres du gouvernement coblencien et sur leurs familles, comme ayant été les coopérateurs de la restauration particulière, et ceux de l'accroissement de la puissance générale. Comme tous étoient moines, ou de familles de moines, et gens de cour excessivement corrompus, despotes, ambitieux et pauvres, ils crurent à cette périlleuse parole, et se soumirent à devenir les très-humbles valets de Calonne.

La haute police de Coblençe fut relâchée au comte d'Artois. Calonne en fut fait le ministre, et pour laquelle il éleva de vastes bureaux sous la direction des sieurs *Prioran* et *Rey*. Le premier, homme inepte, grossier, étoit une ancienne créature du comte d'Artois, qui de son arquebusier, avoit été fait prévôt de maréchaussée des chasses du roi.



Le *second*, ancien lieutenant de police de Lyon, étoit un homme vain, inquiet, jaloux, intrigant et ambitieux. On promit à l'un la place de commandant du guet de Paris, à l'autre celle de lieutenant général de police.

On disposa successivement à Coblençe de toutes les places du gouvernement que l'on se proposoit d'établir en France. Calonne pour son compte devoit y être fait pair du royaume et premier ministre. La dignité de premier ministre du comte d'Artois à Coblençe lui fut conférée, et l'administration des finances du prince lui fut exclusivement dévolue. Il se choisit le sieur *Derille* pour trésorier, et il éleva de nouveaux bureaux sous chacun de ces rapports. Calonne voulant s'étayer auprès de l'opinion publique, du masque de l'ancienne réputation du maréchal de Broglie, le fit ministre de la guerre du comte d'Artois à Coblençe, et lui créa aussi des bureaux. Calonne éleva un *sénat* souverain à Coblençe, sous le titre de conseil du prince. On le composa des courtisans valets et des valets courtisans. *Christien* le serviteur très-dévoué de Calonne, en fut fait le greffier en chef.

Il restoit à créer l'armée, et c'étoit le plus difficile. Entre ceux des français sincèrement attachés au roi et à la monarchie, les uns se tenoient le

plus qu'ils pouvoient à portée de sa majesté , pour lui parer les coups de la faction d'Orléans , les autres , quand ils étoient forcés d'émigrer , se tenoient isolés de la cour française de Coblençe , ne pouvant y voir l'autorité légitime et la souveraineté en France.

Louis XVI en prit lui-même beaucoup d'inquiétude , et sous différens rapports. De tout tems le comte d'Artois avoit été l'objet de la prédilection particulière de Calonne. Celui-ci pendant son ministère à Versailles , lui fournit de grosses sommes sur le trésor royal , et obséda sa majesté , jusqu'à ce qu'il l'eut faite consentir à se porter caution de *quarante-deux millions* des dettes de ce prince. D'autre part dans une monarchie quelconque , celle française sur-tout , il est de principe immuable , qu'aucun prince de la dinastie ne peut dans aucun cas s'arroger de son chef l'exercice de la souveraineté. Le dauphin même ne le pouvoit pas , quoique successeur immédiat au trône , et n'étoit jamais initié dans le secret du cabinet. S'il en étoit autrement , beaucoup de princes fomenteroient des révolutions dans l'état , pour en cette occasion lever des armées , appeller celles de leurs voisins au secours , se faire un parti dans l'opinion publique , partager en définitif la puissance de leur souverain , ou le détrôner. Louis XVI crut d'ailleurs , et beaucoup de gens crurent avec

lui que le comte d'Artois et Calonne d'après la part immense qu'ils avoient eue à la révolution , en comblant la mesure du déficit des finances et celle de corruption , étoient de tous les français ceux les moins propres à reconquérir la confiance de la nation française , ou à opérer la restauration de son pays.

Louis XVI étoit particulièrement fondé à craindre la résurrection de l'influence personnelle de Calonne. Cet homme vain , intrigant , ambitieux , ayant une fois la puissance souveraine dans sa main et celle du comte d'Artois , ne pourroit guères se familiariser avec l'idée de la désenparer. Dans des tems de troubles , et parvenu à se former un parti armé , Calonne ne pouvoit point pardonner à son roi de l'avoir honteusement chassé du ministère , de l'avoir ignominieusement dégradé de ses décorations , de l'avoir réduit à un tel degré d'avilissement , qu'il avoit été contraint de s'expatrier , et de se réfugier en Angleterre plusieurs années avant la révolution. Il ne pardonneroit pas davantage aux parlemens , dont celui de Paris en cette occasion avoit pris un réquisitoire contre lui , et voulu lui faire son procès sur les malversations de tout genre dont il s'étoit rendu coupable pendant son ministère.

Louis XVI en préjugant Calonne tourmenté à



la fois par la soif de son intérêt personnel, par celle des vengeances, et par sa prédilection pour le comte d'Artois, sa majesté ne douta plus que cet homme ne bouleversa de nouveau la monarchie, s'il en trouvoit les moyens, et pour produire un nouvel ordre de choses qui établît le triomphe de ses différentes passions sur la ruine totale de la France. Ce cas des choses possible agita de nouveau les sollicitudes du monarque pour ses peuples, pour son propre fils, et le détermina à prendre le parti d'émigrer le 21 de juin 1791. A cette époque la nouvelle constitution n'étoit point achevée d'édifier, elle ne le fut que trois mois après.

Sa majesté voulant que son émigration produisît à ses peuples une prompte tranquillité et sûreté, se fit précéder d'un ordre exprès au comte d'Artois, pour qu'il eût à partir sur le champ de Colence, et se rendre à *Turin*. Cet exil du comte d'Artois, et la présence du roi, paralisoient nécessairement l'influence que Calonne pouvoit avoir prise au nom de ce prince. Le monarque se trouvoit encore débarrassé de leurs personnes, de leur obsession, et de leurs conseils d'hostilité. Sa majesté ayant entièrement caché au comte d'Artois le projet qu'elle avoit de s'émigrer, le prince attribua l'exil prononcé contre lui à des insinuations de l'assemblée nationale, et n'obéît point aux ordres de son roi.

Louis XVI fut arrêté à *Varennes* le 21 de juin 1791 et ramené à Paris. Cet événement fournit à Calonne deux chefs d'encouragement pour la poursuite de ses projets d'ambition personnelle. L'émigration de sa majesté devenoit impossible désormais , l'exil dont elle venoit de frapper le comte d'Artois , étoit le témoin vivant de son improbation des projets d'hostilité que ce prince avoit formé contre la nation française , et celui de sa résolution toujours constante à ne jamais employer Calonne au gouvernement.



---

## CHAPITRE IV.

### *De l'émigration de Monsieur, frère du roi.*

---

**M**ON SIEUR , ayant pris une autre route que sa majesté , arriva à Bruxelles le 22 de juin 1791. Successivement , il alla joindre le comte d'Artois à Coblencc. A cette époque , les puissances de l'Europe ne s'étoient aucunement expliquées sur la mesure d'intérêt , qu'elles prendroient à une contr.-révolution en France. Deux mois après l'arrestation du roi seulement , et à cette occasion se passa la déclaration de *Pölnitz* entre l'empereur et le roi de Prusse.

Toutes demandes de secours auprès des puissances , toute organisation militaire à Coblencc , s'il étoit vrai qu'il y en eut eu de légitime à faire appartenoient exclusivement à Monsieur , en sa qualité de premier prince du sang. La présence de ce prince , et les lois de la monarchie , frappoient unanimement le comte d'Artois d'une nullité absolue , pour la direction de toutes opérations politi-



ques et militaires. Tel étoit le principe immuable des monarchies , mais tous les cabinets de l'Europe se complurent à l'oublier ; ils ne craignent rien autant qu'un roi juste et populaire , et ne purent pardonner à Louis XVI d'être celui-là. Le pouvoir absolu sur les peuples , faisant le premier chef de leur politique , et le centre de réunion où viennent aboutir les autres ressorts de la monarchie , c'est sous ce seul rapport qu'ils s'entendent et se servent avec franchise. Quand il arrive qu'un monarque déserte la poursuite de ce plan tyrannique , son existence est un fléau pour la politique dominante et sa mort une conquête. Dans ce délire du brigandage , la malheureuse position de Louis XVI fut telle que celles de ses vertus les plus éminentes , lui furent imputées à crime , par ceux-la même qui se disoient ses défenseurs , et qui avoient un si grand intérêt de l'être sincèrement et à temps utile.

Le comte d'Artois s'étoit enveloppé dans le projet de pouvoir absolu. Ses écos auprès des cabinets de l'Europe en répétoient sans cesse le refrain , il n'en fallut pas davantage pour fixer l'influence de ce prince , et jeter la défaveur sur les autres membres de la dinastie. Pour dépouiller Monsieur de l'activité de son droit de primogéniture , pour conserver au comte d'Artois le timon des affaires , Calonne mit en mouvement l'effigie de la confiance des cabinets , les ressorts de

son sénat , ceux de sa cour française , ceux du gouvernement de l'électeur , et l'électeur lui-même. Ces esclaves déjà vendus à son parti , voyoient échouer le salaire promis à leur condescendance, si l'autorité passoit entre les mains de Monsieur. Dans cette détresse personnelle , tous s'accordèrent à conclure que Monsieur n'ayant point d'enfans , le comte d'Artois étoit le plus intéressé à la résurrection de la puissance royale , et devoit en diriger les opérations. Selon eux , ce prince possédoit à lui seul le mystère de la contre-révolution , et par composition il fut arrêté qu'on opéreroit désormais , sous la dénomination des princes frères du roi.

Monsieur , naturellement paisible , agité d'ailleurs par la douleur que lui causoit l'arrestation du roi , qu'il aimoit tendrement , craignant qu'une scission entre lui et le comte d'Artois ne mit de nouveau le feu dans les affaires, il se laissa brider par Calonne , mais bien si complètement , que dans la suite il ne sanctionna pas plus librement à Coblenz les opérations du sénat qu'il y avoit adopté, que Louis XVI ne sanctionnoit à Paris celles de l'assemblée nationale.

Deux mois après , et le 27 août 1791 , Calonne fort de cette conquête sur le prince légitime , se rendit à *Pilnitz* avec le comte d'Artois. A leur

retour , ils s'attribuèrent tout le mérite de la déclaration de cette datte entre l'empereur et le roi de Prusse. C'est à *Pilnitz* néanmoins , que Léopold et son ministre rejetèrent encore cette fois l'*in-folio* des plans de Calonne , et ne firent pas plus de cas de sa personne. Léopold s'attira par là l'honorable haine de Calonne , qui , dans la suite , l'a promulgua par une diffamation publique et périodique.

Il en fut tout autrement de Frédéric-Guillaume, qui habitué à ne remplir l'intervalle de ses exploits à Cythère , que par des calculs d'usurpation de territoire sur ses voisins , et d'accroissement de despotisme sur ses peuples , considéra Calonne comme un homme fort important sous ce rapport : et dans la suite , sa majesté entretenit avec lui des intelligences de plus d'une espèce.





---

## CHAPITRE V.

### *De la souveraineté du sénat français à Coblence.*

---

**L**ES factieux sont par-tout les mêmes, et ne diffèrent que dans la variété de leurs masques. Il n'y auroit certes rien d'aussi aisé à reconnoître que ces gens-là, dans quelque rang ou fonction qu'ils fassent placés, si on les cherchoit la loi à la main, comme *Diogène* cherchoit l'homme avec sa lanterne. Celui qui s'arroe l'exercice de droits et de pouvoirs que la loi ne lui a pas conféré, est décidément un factieux, et seroit puni comme *tel*, dans un pays où cette loi seroit en vigueur.

Aux termes de la loi des monarchies, les princes français émigrés avoient individuellement trouvés des obstacles invincibles, à se parer du titre de régent du royaume, Louis XVI existant au milieu de ses états. A bien plus forte raison, la même loi leur interdissoit-elle impérativement l'exercice du pouvoir souverain qui y est attaché. Le crime d'usurpation réside principalement dans l'ac-

tion , et ne sauroit disparoître devant la précaution qu'on auroit , de ne pas se vêtir de la livrée de l'usurpateur.

Le sénat de Coblence savoit cela , mais il savoit encore que la multitude alternativement paresseuse et ignorante , ne prend point la peine de creuser le principe ; que la noblesse française et autres fonctionnaires de l'ancien gouvernement dépouillés par la nouvelle constitution , s'abandonneroient dans l'accès de la douleur au médecin qui leur promettoit une guérison entière. La sanction de la nouvelle constitution ne leur laissant plus d'espoir dans la nation et dans Louis XVI pour recouvrer ce qui étoit l'objet de leurs pertes , cette détresse promettoit d'autant leur confiance à la puissance extérieure qui s'engageroit de leur faire ce recouvrement.

Dès le 14 septembre 1791 , jour de la sanction royale sur la nouvelle constitution , il fut interdit plus que jamais aux princes frères du roi et à leur sénat , de s'arroger l'exercice de la souveraineté française , de décréter à Coblence , la levée d'une foule de corps militaires , d'appeller auprès d'eux une partie de la nation pour en occuper les emplois , et tout exprès pour marcher à main armée contre le nouvel ordre des choses que leur roi venoit d'adopter et consacrer. Cette subversion des lois , des principes et des choses , étoit d'ailleurs

sans objet utile alors , et pour la monarchie , et pour Louis XVI , lorsque par la déclaration de *Pilnitz* , l'empereur et le roi de Prusse avoient solennellement reconnu :

« Que la situation du roi de France étoit d'un  
« intérêt commun à tous les souverains de l'Eu-  
« rope ; qu'ils ne manqueroient pas d'employer les  
« moyens les plus efficaces , pour mettre sa majesté  
« en état d'affermir dans la plus parfaite liberté les  
« bases d'un gouvernement monarchique également  
« convenable aux droits des souverains , et au bien-  
« être de la nation française ; qu'alors et dans ce  
« cas , leurs dites majestés , l'empereur et le roi  
« de Prusse , étoient résolues d'agir promptement ,  
« d'un mutuel accord , avec les forces nécessaires ,  
« pour obtenir le but proposé et commun , qu'en  
« attendant , elles donneroient à leurs troupes les  
« ordres convenables pour se mettre en activité. »

Si Calonne , si son sénat , n'eussent eu rien de plus à cœur que de voir établir les droits de la souveraineté dans les mains de Louis XVI , de protéger la conservation de sa personne et de sa famille , ils s'en seroient tenus à cette déclaration de la royauté en Europe qui , par l'organe de l'empereur et du roi de Prusse , faisoit cause commune avec la royauté en France. Cette royauté agissant seule , et déclarant qu'elle ne le faisoit que



par un intérêt qui lui étoit commun ; Louis XVI ne seroit jamais devenu le responsable et la victime de cette entreprise ; mais il en devenoit autrement, lorsque les frères de ce roi , lorsqu'une partie de ses sujets , et sa noblesse sur-tout , se déclaroient les précurseurs et les chefs de cette confédération armée , et qu'ils la conduiroient contre leur propre nation. C'étoit changer la nature de la guerre ; c'étoit d'une guerre ordinaire d'un empire à un autre en faire une guerre civile ; c'étoit faire supposer de la part du souverain , sa réclamation de la force coercitive des puissances , et son ordre exprès à ses frères et sa noblesse de porter sur ses peuples les foudres de la vengeance et de la destruction ; c'étoit enfin frapper Louis XVI de la responsabilité envers la nation française !

Cette vérité bien sensible , bien palpable , n'échappa point à Calonne , mais elle servoit trop bien ses projets personnels , pour qu'il put calculer qu'en pareil cas la royauté courut le risque de s'ensevelir avec Louis XVI. Les passions ne raisonnent point , il continua sa course.

Sitôt que Louis XVI eut sanctionné la nouvelle constitution , Calonne sous l'égide de la déclaration de *Pilnitz* , publia un manifeste dans la forme d'une lettre au roi par les princes ses frères. Par ce manifeste il apprenoit à l'Europe sa résolution la plus ferme de porter les actes d'hostilités contre

la France et sa constitution , il notifioit impérieusement à sa majesté , *que dut-elle le défendre , et dut-elle se dire libre en le défendant , il regarderoit cette défense comme extorquée , et qu'il y résisteroit.*

Ce manifeste fut précédé d'une lettre circulaire aux gardes du roi , dont le corps avoit été licencié après la journée du 5 octobre 1789 , et leur portant invitation de venir prendre les eaux , qu'ils y trouveroient un bon oncle qui les défrayeroit. Tout subitement le sénat décréta à Coblençe , la résurrection des mousquetaires , des chevaux légers , des gendarmes , des gardes de la porte , dont les corps avoient été supprimés par le roi en 1775 ; et dans lesquels chacun prendroit le rang de sa première inscription. On décréta la création de la maison militaire de Monsieur , et celle du comte d'Artois ; on décréta la création de la gendarmerie supprimée par le roi en 1787 ; on décréta la création d'un corps de cavalerie sous le nom de chevaliers de la couronne ; on décréta la levée d'une foule de corps de cavalerie et d'infanterie sous la dénomination de compagnies de provinces ; chaque province de la France eut les siennes , celle du Poitou en eut sept.

On créa des réglemens qui , fixoient quarante-cinq livres d'appointemens par mois à chaque faction-

naire à pieds dans les corps de maîtres , et soixante-quinze livres à ceux à cheval ; on porta à quatre-vingt livres ceux des gardes du roi , des gardes de Monsieur , et des gardes d'Artois ; tous ces gardes furent habillés , montés , équipés , armés , et leurs chevaux nourris aux fraix des princes , il en fut de même de la gendarmerie et du corps des chevaliers de la couronne.

Cette foule de créations militaires offroient au premier aspect un trop grand nombre d'avantages à la multitude des mécontents , pour qu'il lui fut possible de les dédaigner. Les ambitieux y trouvoient l'occasion d'acquérir des grades supérieurs qu'ils n'avoient pas ; ceux hors du service par la réforme retrouvoient leur rang d'ancienneté quelqueut été le temps de leur inactivité ; ceux anciennement hors du service par une retraite volontaire , retrouvoient l'activité du grade qu'ils avoient eu , avec l'espoir de faire revivre leurs services depuis le jour de leur première inscription ; ceux qui n'avoient jamais servi trouvoient à se classer dans la carrière militaire , et parmi la masse des concurrens , beaucoup d'entre eux trouvoient dans le traitement pécuniaire des moyens de pourvoir à leur existence phisque , bien au-dessus de ceux que leur avoit jamais fourni leur patrimoine.

Après que Calonne eut ainsi préconisé son re-



mède empirique, les malades accoururent en foule, même les octogénaires et les adolescents. Enivrés de leur nouvelle fortune, ils bénirent la main qui la leur dispensoit, sans examiner si elle étoit celle du pouvoir légitime, et sans jamais oser porter un regard curieux sur les motifs de cette apparente générosité.

On s'étoit réservé la disposition des emplois supérieurs de chaque corps. Pour y parvenir, il fallut une dose égale de faveur et d'argent. L'ancienneté des services, le mérite personnel, les talens militaires n'y trouvèrent aucun accès; une quarantaine de femmes françaises formoient la nouvelle cour; elles se recrutèrent des femmes allemandes de la cour de l'électeur; la corruption, le brigandage, l'intrigue et la débauche ne désemparèrent plus ces deux cours, elles en interceptèrent toutes les issues à la modestie, à la décence, à la vérité et à la justice: jamais le despotisme de la faveur et celui de l'arbitraire n'eurent un règne plus actif. Les réglemens militaires à Coblençe furent tout aussitôt paralysés, par ceux-là même qui les avoient créés et promulgués: ce concours de tous les vices engendra une multitude de colonels, de lieutenans-colonels et de majors qui n'avoient jamais vu des troupes, et qui n'en furent pas moins brevetés supérieurement à Coblençe.

Tous les emplois supérieurs dans chaque corps,

se vendirent des sommes énormes , et on en toucha l'argent , cette manière de procéder plaça le plus souvent à ce grade , et des enfans ignorans et étourdis ; et des septuagénaires qui n'avoient jamais servis. Du nombre de ceux-là fut le marquis de *Polignac* âgé de soixante - treize ans , qu'on fit colonel propriétaire d'un régiment de nouvelle création. De tels titulaires se trouvèrent réduit à prendre des instructeurs , qui , dans le silence de *l'incognito* , venoient leur donner les premiers élémens des manœuvres militaires.

Les places de simples factionnaires dans les corps de maîtres ne se donnèrent bientôt plus qu'à la faveur : une fois qu'ils y furent admis , on les abandonna au caprice de leurs supérieurs , qui les cassaient ou réformoient à volonté et sans appel. Le marquis d'Autichamp pour son compte et comme commandant de la gendarmerie , réforma d'une seule fois *quatre-vingt-cinq* gendarmes , par cela seul qu'il ne trouvoit pas qu'ils fussent d'assez beaux hommes.

Dans ce nouvel ordre de choses le corps d'officiers de l'armée française qui s'étoit émigré presque en totalité , se trouva dans les rangs le fusil sur l'épaule , le sac sur le dos , et commandés par les officiers de la fabrique de Coblenze. Par surcroît de nouveauté en tactique militaire , ceux de la marine et de l'infanterie se trouvèrent placés

dans la cavalerie et ceux de la cavalerie dans l'infanterie, une foule de vieillards et d'enfans incorporés parmi eux. La cavalerie fut mal montée, tous furent mal armés, et point exercés, de manière que dans ce conflit d'obstructions il n'y avoit aucun des corps de l'armée des princes frères du roi, qui fut en état de faire une contenance utile à la guerre, et que l'ensemble de cette armée ne présentait vraiment à l'œil observateur qu'un épouvantail pour la nation française et une ligue de faveur pour le comte d'Artois et pour Calonne.

C'est sous ce rapport, qu'on avoit préféré cette organisation monstrueuse à celle du *ban* de la noblesse du royaume. Le ban de la noblesse étoit d'institution monarchique et faisoit une des premières bases de la monarchie française. Si l'on n'eut pas eu d'autre objet que de ressusciter l'antique monarchie, on se fut enveloppé à Coblençe dans ses lois, dans ses institutions, au lieu de prendre à tâche de les anéantir toutes par le fait. Le ban de la noblesse en France n'étoit pas toujours rassemblé, mais il étoit toujours prêt à l'être au premier ordre qu'il en recevoit. Chaque gentilhomme étoit membre du ban, il se convoquoit dans la personne du grand bailli d'épée de chaque province; celui-ci en étoit le commandant *né*. C'est lui qui en rassembloit les membres dans l'étendue de son ressort: ce rassemblement fait, la noblesse de chaque province choisissoit ses chefs parmi elle.



se vendirent des sommes énormes , et on en toucha l'argent , cette manière de procéder plaça le plus souvent à ce grade , et des enfans ignorans et étourdis ; et des septuagénaires qui n'avoient jamais servis. Du nombre de ceux-là fut le marquis de *Polignac* âgé de soixante - treize ans , qu'on fit colonel propriétaire d'un régiment de nouvelle création. De tels titulaires se trouvèrent réduit à prendre des instructeurs , qui , dans le silence de *l'incognito* , venoient leur donner les premiers élémens des manœuvres militaires.

Les places de simples factionnaires dans les corps de maîtres ne se donnèrent bientôt plus qu'à la faveur : une fois qu'ils y furent admis , on les abandonna au caprice de leurs supérieurs , qui les cassaient ou réformoient à volonté et sans appel. Le marquis d'Autichamp pour son compte et comme commandant de la gendarmerie , réforma d'une seule fois *quatre-vingt-cinq* gendarmes , par cela seul qu'il ne trouvoit pas qu'ils fussent d'assez beaux hommes.

Dans ce nouvel ordre de choses le corps d'officiers de l'armée française qui s'étoit émigré presque en totalité , se trouva dans les rangs le fusil sur l'épaule , le sac sur le dos , et commandés par les officiers de la fabrique de Coblençe. Par surcroît de nouveauté en tactique militaire , ceux de la marine et de l'infanterie se trouvèrent placés

dans la cavalerie et ceux de la cavalerie dans l'infanterie, une foule de vieillards et d'enfans incorporés parmi eux. La cavalerie fut mal montée, tous furent mal armés, et point exercés, de manière que dans ce conflit d'obstructions il n'y avoit aucun des corps de l'armée des princes frères du roi, qui fut en état de faire une contenance utile à la guerre, et que l'ensemble de cette armée ne présentait vraiment à l'œil observateur qu'un épouvantail pour la nation française et une ligue de faveur pour le comte d'Artois et pour Calonne.

C'est sous ce rapport, qu'on avoit préféré cette organisation monstrueuse à celle du *ban* de la noblesse du royaume. Le ban de la noblesse étoit d'institution monarchique et faisoit une des premières bases de la monarchie française. Si l'on n'eut pas eu d'autre objet que de ressusciter l'antique monarchie, on se fut enveloppé à Coblençe dans ses lois, dans ses institutions, au lieu de prendre à tâche de les anéantir toutes par le fait. Le ban de la noblesse en France n'étoit pas toujours rassemblé, mais il étoit toujours prêt à l'être au premier ordre qu'il en recevoit. Chaque gentilhomme étoit membre du ban, il se convoquoit dans la personne du grand bailli d'épée de chaque province; celui-ci en étoit le commandant *né*. C'est lui qui en rassembloit les membres dans l'étendue de son ressort: ce rassemblement fait, la noblesse de chaque province choisissoit ses chefs parmi elle.

Ce choix tomboit toujours sur les anciens militaires qui avoient blanchis dans l'activité de la carrière des armes. De pareils chefs avoient nécessairement la confiance de leurs subordonnés, et les talens nécessaires pour diriger la besogne. Leur titre de chef n'inspiroit aucune jalousie, ne faisoit naître aucune intrigue, aucune cabale, parce qu'il étoit dénué de toutes décorations extérieures et de toutes récompenses. Dans cette organisation du *ban* le fils se trouvant avec le père, le frère avec son frère, l'ami avec l'ami, le voisin avec son voisin, tous se soignent réciproquement sur l'article des mœurs publiques et particulières; tous de proche en proche s'entraidoient de leur fortune; la corruption, l'intrigue et l'indigence ne trouvoient pas d'accès au milieu de cette famille, pour en détruire les membres. Sous cette organisation on eut soutenu la noblesse française pendant cinq années de guerre des sommes qui se consommèrent dans une année à Coblençe, pour créer le foyer de corruption de Calonne destinoit à embraser la France.

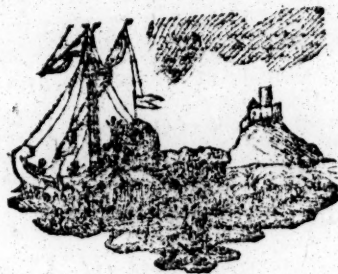
Cette antique institution du *ban* de la noblesse étoit trop vertueuse, trop bienfaisante pour que le crime put en adopter l'usage à Coblençe. Ce monstre ne peut espérer d'acquérir jamais des succès, que dans la subversion totale des mœurs, des lois, des personnes et des choses. C'est en cette connaissance décause qu'on prit à tâche d'opérer cette



subversion. Au milieu de la matrice de corruption qu'on avoit élevé à Coblençe d'un côté , et de l'atelier de l'ambition de l'autre , beaucoup de gens restèrent scrupuleusement intacts , enveloppés dans leur fidélité à leur roi , à leur lois , et à la monarchie ; ils ne purent point reconnoître la souveraineté française dans la personne des princes et celle de Calonne. La facilité avec laquelle on multiplioit les actes de cette souveraineté , et la direction qu'on leur donnoit , présentoient à la fois et l'usurpation de fait , et l'impéritie la plus absolue de la part de ceux qui se disoient être au moment d'enfanter la restauration de la France. En politique comme en médecine on ne guérit point son malade , en lui administrant une triple dose du poison qui , après lui avoir déchiré les entrailles , lui fait parcourir les angoisses et les tortures d'une mort violente et forcée ! C'étoit le despotisme de l'arbitraire qui , depuis deux siècles , ruinoit le tempérament de la France dans ses lois , dans ses droits , dans ses pouvoirs , dans ses corporations , dans ses mœurs et dans les finances ; c'étoit lui qui , à force d'infecter les personnes et les choses , étoit parvenu à révolter celui des peuples de l'Europe le plus doux , le plus policé , le plus humain et le plus tendrement attaché à ses rois. Comment auroit-il donc été permis d'espérer que la résurrection de ce monstre à Coblençe , toujours croissant en vices et en attentats de tout genre , put jamais acquérir

la confiance de la nation française ; ou opérer le salut de l'état ?

Le petit nombre de ceux assez clairvoyans pour prévoir que ce traitement empirique pour la France opéreroit immanquablement sa ruine totale , hésitoient à se ranger sous l'étendart de cette destruction. Pour contraindre ceux-là de s'enrôler , pour les contraindre à se taire , et sur les vices des opérations de Coblençe , et sur les intentions , on établit en cette ville une inquisition , des accusateurs publics , une bastille et point de juges !



---

## CHAPITRE VI.

### *De l'inquisition française à Coblence.*

---

ON enfanta une ordonnance qui enjoignit à tout émigré de s'enrôler militairement dans les deux premiers jours de son arrivée , sous peine de déguerpir comme suspect. Bientôt on ne voulut plus d'autres français dans la ville de Coblence , que ceux absolument vendus au parti de Calonne ; les autres furent relégués dans les villages. Chaque semaine produisit une nouvelle ordonnance de police. Chaque militaire de toutes les armes , fut assujetti d'aller périodiquement décliner à cette police son nom , son titre et sa demeure. Les soldats de l'électeur eurent ordre d'y traduire tous les arrivans à quelle heure que ce fut , et sans avoir égard à la fatigue du voyage. Bientôt encore ces militaires de l'armée des princes ne purent plus séjourner à Coblence sans une permission de la police et laquelle étoit toujours refusée à ceux qui n'avoient pas fait preuve de civisme pour Calonne.

L'armée de l'électeur devint aux ordres de



*Prioran* le lieutenant de la police française. Un de ses officiers majors et deux bas officiers alloient régulièrement prendre l'ordre de *Prioran*, et lui rendoient compte à toutes les heures. Les gentilshommes militaires français se trouvèrent delors directement régentés par les soldats de l'électeur ; ils les arrêtoient de leur chef, les traînoient au corps de garde, et les frapportoient quand ils ne vouloient pas se soumettre. Un capitaine de dragons rallié aux gardes d'Artois, se faisant justice d'un de ces palfreniers qui lui avoit grossièrement manqué, celui-ci appella la garde électorale ; elle prit son parti, donna vingt coups de bayonnettes à l'officier qui resta sur la place comme mort. Il fut trépané, et lorsqu'il demanda justice, on lui dit qu'on n'avoit aucun droit sur les soldats de l'électeur. L'électeur, son ministre, son gouverneur, furent tour à tour l'autorité, le prétexte et l'instrument de tous les crimes et de toutes les abominations.

Les dilapidations et le gaspillage de la cour française à Coblençe, celle des sultanes et des ministres, furent portées au comble. Les chefs des corps monopolèrent horriblement sur l'achat des chevaux, des habillemens et autres fournitures dont ils s'étoient chargés. Les bureaux ministériels, ceux de police ; et ceux des vivres de l'armée faisoient une consommation énorme. La foule des émissaires que Calonne faisoit succéder sur toutes les routes, finissoit d'ab-

sorber

sorber les ressources pécuniaires. Il ne restoit rien pour payer l'armée , et on ne la paya point ; on invita tous les militaires qui auroient encore des ressources personnelles , à laisser leurs appointemens à la masse ; qu'on en tiendrait compte en définitif. Faisant de nécessité vertu , des corps entiers consentirent à l'arrière de leur paye , et d'autres y renoncèrent ; la misère devint extrême ! Beaucoup de gentilshommes se trouvèrent réduit à ne manger que du lait , des pommes de terre , et point de pain. La cour en fut informée , elle applaudit hautement à cet acte d'héroïsme , mais sans embrasser l'exemple de la réforme. (c)

La police française de Coblençe saisit l'occasion de cette indigence , pour séduire quelques uns de ceux des gentilshommes qui n'avoient pas de pain , et en fit ses espions. Les chefs de corps

---

(c) L'électeur fournissoit aux princes frères du roi , le pain, le vin d'ordinaire , et la viande de boucherie ; néanmoins l'excédent de leur table coûtoit *cinquante mille livres par mois*. Dans ce gaspillage domestique il se perdit *quatre-vingt-dix* couverts d'argent, et *huit cents douzaines* de serviettes appartenantes à l'électeur. Celui-ci , après le départ des princes, fut obligé de faire faire pour *soixante mille* livres de linge. Le grand Frédéric au milieu de sa prospérité , avoit borné la dépense habituelle de sa table pour lui , et pour les officiers de sa maison à *trente écus* par jour. La table des f.è-

en firent tout autant : les délations s'introduisirent et se cumulèrent rapidement. Ces deux puissances emprisonnèrent arbitrairement chacune pour leur compte. La citadelle de Coblençe devint une Bastille , où sous toute espèce de prétextes , deux cent gentilshommes furent incarcérés dans l'espace de huit mois , et sans qu'aucun d'eux put parvenir à se faire juger en définitif.

Les persécutions de l'arbitraire se trouvant impunies , les anciennes haines se reveillèrent ; il en naquit de nouvelles , et le rassemblement de Coblençe devint un foyer de vengeances , et un atelier de diffamation. Pour attiser les défiances et perpétuer les proscriptions comme moyens d'accroissement du despotisme , les chefs de la police et leurs émissaires , semoient de temps à autre des bruits de conspiration contre la personne du comte d'Artois ; sa vie , disoit-on , étoit d'autant plus en danger , que le salut général étoit entre ses

---

res de Louis XVI , sans couronne , sans états , et dans un temps de calamité la plus grande , coûtoit plus de mille écus par jour , y compris ce que l'électeur leur fournissoit. Leur maison domestique s'accroissoit dans la même proportion. Frédéric solidement assis sur le trône au milieu de ses états , n'avoit que huit cuisiniers , les princes frères du roi , pros crits et fugitifs , avoient vingt cuisiniers à Coblençe.



mais ; qu'entièrement dévoué à ce but , il négligeoit de veiller à sa propre conservation.

Les factieux et les imbéciles crurent à cette fa-  
ble périodique. Chacun d'eux s'arrogea le droit  
d'accoster la personne qui ne lui étoit pas connue,  
de lui faire subir interrogatoire , et de traîner à  
la police comme suspect de patriotisme celui dont  
la dignité de son rang et les sentimens de son rang, ne  
lui permettoient pas de se soumettre à cette inquisition  
arbitraire et tyrannique. Jamais des gentilshom-  
mes et officiers ne furent emprisonnés aussi faci-  
lement qu'à Coblençe , et dans des formes aussi  
indécentes. *Prioran* , lieutenant de la police fran-  
çaise , accompagné d'une *escouade* électorale , alloit  
arrêter le proscrit , le livroit à la discrétion des  
soldats qui le menoient passer la nuit à leurs corps  
de garde , et le traduisoient à pied le lendemain  
à la citadelle qui est à un quart de lieue de la  
ville.

Le crime ainsi fortifié dans les retranchemens de  
la puissance absolue , ne garda plus de mesures.  
Louis XVI et la reine devinrent l'objet d'une dif-  
famation continue à Coblençe ; on leur imputa les  
malheurs de la France , on leur reprocha la sup-  
pression de ceux des corps militaires gentilshommes  
qu'on venoit de recréer à Coblençe ; et laquelle ,

disoit-on , auroit à jamais réduit ces nobles à l'inactivité et à l'oubli , si le comte d'Artois n'eut pas saisi cette occasion de leur restituer leur état. On s'attacha avec un art incroyable à démontrer que la reine étoit l'ennemie de la noblesse ; qu'elle avoit toujours eu le projet de l'anéantir ; qu'elle étoit secondée dans cette résolution , par Léopold son frère , qui avoit le même plan pour ses états.

Ces Calomnies une fois posées en principes , dire du bien de Louis XVI fut un crime à Coblençe, en dire du mal fut une vertu ! ( le vicomte d\* disoit publiquement , si je tenois la reine ici , je l'écraserois sous mes pieds. ) Sur ces bases générales , bientôt on argüa de rejeter l'ancienne alliance du cabinet de Vienne , d'en former une avec le roi de Prusse qui donneroit trente mille hommes de troupes auxiliaires aux ordres des émigrés. Selon les factieux , les émigrés étoient invincibles , eux seuls étoient plus que capables de soumettre la nation française , et de la mettre aux fers ; l'acceptation d'un secours auxiliaire étoit un acte de pure politique. Les ambitieux et les spadassins y crurent ; il ne fut plus possible de penser autrement , sans être prévenu de jacobinisme.

Léopold avoit de bonnes raisons pour ne pas penser ainsi. Aux termes de la déclaration de

*Pilnitz*, ce monarque avoit reconnu que la situation de Louis XVI étoit d'un intérêt commun à tous les souverains de l'Europe ; comme frère de la reine de France , il lui importoit de préserver en définitif les droits de cette sœur et de ses enfans , et ne pouvoit conséquemment point consentir à Calonne le soin exclusif d'une contre-révolution. Comme allié de la France , il avoit un intérêt majeur à ne point se déporter de cette alliance , pour la voir passer au profit du cabinet de *Berlin* , et sous ces différens rapports , Calonne échoua dans son projet de nouvelle alliance.

Calonne n'ayant pas pu se débarrasser de *Léopold* dans les formes , voulut le frapper de nullité dans l'opinion publique , pour pouvoir par ce moyen accroître d'autant plus son influence personnelle , et devenir le maître de diriger la confédération. Au mois de novembre 1791 , il fit venir à Coblençe *Sulcau* le folliculaire , à qui il donna 2 mille écus le lendemain de son arrivée , pour lui faire élever en cette ville un atelier de diffamation publique contre *Léopold* , et successivement contre Monsieur.

*Sulcau* dans son journal périodique à Coblençe, intitulé d'abord *journal des princes frères du roi* , accabla ces trois têtes couronnées de tous les genres d'invectives et de calomnies. C'est dans ce même journal qu'on surchargea le comte d'Artois



et Calonne des éloges les plus emphatiques, et qu'on leur prêta tous les talens et toutes les vertus. C'est au nom des frères du roi , que Calonne commit cet attentat public ! C'est *Prioran* chef de la police des princes , qui s'institua publiquement le bureau d'affiches et le colporteur de ce journal qui assassinoit dans leur réputation ceux que Calonne avoit résolu de faire assassiner dans leurs personnes. Les factieux à Coblençe applaudirent à outrance ; on fit des visites de corps à Suleau , en actions de grâces de son zèle et de ses talens. Pour couronner l'œuvre d'iniquité , on l'admit dans un corps de gentilshommes , celui des chevaux légers.

Monsieur se plaignit amèrement de ce journal odieux portant le nom des frères du roi , de ce journal fabriqué sous leurs yeux , au milieu du rassemblement de la noblesse française , et dans le lieu même de la résidence de l'électeur , l'oncle maternel de Louis XVI. Monsieur en vouloit la suppression , et tout ce qu'il put obtenir , ce fut qu'il porteroit désormais le titre de journal de *la contre-révolution* , et qu'on lui donneroit un censeur , Calonne qui avoit fort à cœur de frapper de nullité cette mesure de précaution , s'institua personnellement ce censeur , sous le nom de *Christien* , sa créature et greffier du sénat français à Coblençe. C'est sous cet accroissement d'autorité que la diffamation et la calomnie se perpétuèrent.

Calonne fort de ce nouveau succès , fort de sa puissance sur les émigrés , se resaisit de nouveau de l'ancien plan du ministère de Versailles , celui d'anéantir l'antique monarchie française , pour établir le pouvoir absolu sur les ruines des ordres de l'état. Toutes ses opérations politiques et militaires avoient été dirigées pour ce but. Cette foule de corps militaires de nouvelle création lui devoient leur existence , et ne pouvoient la conserver qu'avec lui. Les emplois supérieurs n'en avoient été donnés qu'à la faveur et à l'argent. De tels titulaires se trouvoient doublement liés au sort de Calonne , et destinés à partager sa chute ou son triomphe. Dans le premier cas , ils perdoient leur état et leur argent ; dans le second , ils conservoient l'un et l'autre ; ils se voyoient appelés à recruter les anciens courtisans , et à jouir avec eux désormais de la faveur d'une cour qui auroit le pouvoir absolu.

Le mot de pouvoir absolu devint un étendard de ralliement pour tous les chefs de corps. Les créatures , les ambitieux et les aveuglés s'y rangèrent. Selon ces gens-là , il n'y avoit pas d'autre moyen de gouverner dignement la France ; la seule volonté du monarque devoit faire la loi suprême ; les états généraux n'avoient jamais fait que des sottises , il falloit les anéantir pour toujours. L'état n'avoit prospéré que sous des rois pleinement des-

potes ; c'étoit la résurrection des états généraux qui avoit anéanti la noblesse ; il étoit de sa dignité d'en tirer une vengeance éclatante , il falloit tuer , piller et bruler : il falloit détruire la ville de Paris de fond en comble , et faire subir le même sort aux autres villes et bourgades dont on auroit souffert quelques dommages. Il falloit tirer sur ses propres enfans et leurs mères , s'il arrivoit que les patriotes les missent à leur tête , pour leur servir de rempart. C'est ainsi que graduellement on parvint à corrompre les uns , à tromper les autres , à renverser toutes les idées du juste et de l'injuste , et à transformer le corps de la noblesse française à Coblencc<sup>1</sup> , en un instrument de la destruction de son roi et de son pays !

Calonne fit connoître le résultat de son plan à ceux des anciens courtisans de Versailles qui , dans la révolution ayant joué le rôle de démagogues , n'osoient pas venir se ranger parmi le rassemblement des émigrés. Ces esclaves de la puissance dominante , et d'ailleurs les très-anciens complices du projet d'établir le pouvoir absolu , bien persuadé comme ils l'étoient que Louis XVI ne leur restituerait jamais ni sa confiance , ni les abus dont ils étoient accoutumés de se nourrir , acceptèrent le pacte de conspiration coblencienne contre sa majesté. Ils attisèrent les défiances du peuple contre Louis XVI , ils fomentèrent les émeutes , et les



perpétuèrent. Il s'établit alors entre eux et Calonne, une correspondance si active que leurs émissaires se succédèrent à chaque instant sur toutes les routes de la France à Coblençe.

Les choses en cet état , Calonne à la fin de janvier 1792 , prétendit que la ville de *Strasbourg* lui offroit ses portes. Il donna ordre au prince de Condé à *Vorms* , de marcher sur le champ avec sa petite armée , composée alors de *dix-huit cents* hommes , pour s'emparer de cette place. A cette époque il n'y avoit aucune des puissances de l'Europe qui fut en mesure de porter le moindre secours à ce prince , soit pour protéger son entrée à Strasbourg , soit pour l'y maintenir. L'armée des frères du roi ne le pouvoit même pas , n'étant alors ni armée ni équipée.

Monsieur sentit que cette pénurie absolue de toute espèce de secours, joint à l'intempérie de la saison la plus rigoureuse de l'hiver , exposoit le prince de Condé , ses enfans et sa petite armée à être égorgés , et pouvoit produire du même coup le massacre de la famille royale à Paris. Son altesse royale n'ayant pas pu arrêter à Coblençe la résolution d'effectuer une démarche qui promettoit des suites aussi désastreuses , donna ordre au marquis de Jaucourt de se faire informer par son neveu en garnison à Strasbourg , des véritables disposi-

tions de cette ville , et d'envoyer au devant du prince de Condé pour l'en instruire. Il résulta de ces informations que Strasbourg n'avoit rien offert ; que ses corps administratifs , ses habitans et sa garnison tenoient plus que jamais à la nouvelle constitution , et que *la place* étoit dans le meilleur état de défense. D'après cette instruction, le prince de Condé retrograda , et alla se cantonner à *Bingen* près de Mayence.

Dès le moment où le prince de Condé s'étoit ébranlé de *Vorms* pour marcher sur Strasbourg, Calonne fit colporter à Coblençe un manuscrit par forme de testament d'une prétendue femme à Lausanne en Suisse , et par lequel on prédisoit , « que « *vingt ans* après la mort de Louis *quinze* , le « comte d'Artois seroit roi de France. » Les factieux à Coblençe se passoient cet *écrit* forgé par le crime et pour le crime , ils se carressoient , se félicitoient et s'embrassoient de l'espoir d'un événement qui présentoit subitement les *funérailles* du roi, *celles* du dauphin , et *celles* de Monsieur.

Calonne ayant découvert que Monsieur avoit été le précurseur de l'avis salutaire qui n'avoit opéré la marche rétrograde du prince de condé , il accabla d'invectives son Altesse royale , et tous ceux dans lesquels elle avoit placé sa confiance , et toujours par l'organe de son impertinent journal de la contre-

révolution. Monsieur prit de l'humeur, il y eut du bruit ; et pour cette fois employant l'énergie, il renvoya le folliculaire *Suleau* et *Christien* son censeur, mais ils n'éprouvèrent point les cachots de la citadelle de Coblençe.

La fausse démarche sur *Strasbourg* n'ayant produit d'autre chute que celle du folliculaire et de son censeur, elle reculoit d'autant celle de Louis XVI, et l'accomplissement de la prophétie de *Lausanne*. Pour en rapprocher l'événement, Calonne multiplia ses intrigues dans l'intérieur de la France, et fit décréter par son sénat à Coblençe l'accroissement d'une foule de corps militaires dont il vendit les emplois au poids de l'or. Les officiers aux gardes françaises dont le corps s'étoit dissous au mois de juillet 1789, payèrent *six cents mille livres* l'agrément de se recréer à Coblençe, sous la dénomination de *gendarmerie à pied*. On décréta la création de six régimens *illiriens*, et un d'impériaux russes. Les emplois en furent vendus en toute propriété *héréditaire* ; on y paya les compagnies jusqu'à *trente cinq mille livres*. Cette facilité avec laquelle Calonne dispoit à Coblençe de l'autorité de la Couronne et de sa propriété, annonçoit clairement, que s'il en eut tenu les domaines territoriaux, il les auroit tout aussi bien vendu en Allemagne, que l'assemblée nationale les vendoit en France ! S'il ne parvint pas à en vendre les



revenus , ce ne fut pas sa faute ! Au mois de décembre 1791 , il convoqua la noblesse émigrée à s'assembler par province , pour délibérer sur un acte qu'il vouloit lui faire accepter. Cet acte monstrueux sur chacun de ses articles , cet acte qui anéantissoit à Coblençe la monarchie française dans ses bases , dans ses lois , et dans tous les principes consacrés par l'expérience , se terminoit par exiger entr'autres , que la noblesse française fit un *serment de fidélité aux princes* , qu'elle consentit *l'aliénation* des revenus de l'état jusqu'à la concurrence de *quarante millions* , et qu'elle donna ses biens pour *caution*. La province de Normandie délibérant la première , accepta l'acte dans toute sa teneur. La province de Poitou délibérant le cinquième de janvier 1792 aux dominicains à Coblençe , rejetta cet acte odieux sur la motion d'un de ses membres qui en développa tous les vices. Il fit passer son opinion aux autres provinces , elles s'y rangèrent , et l'acte n'eut pas lieu. Les corps illiriens ne furent pas levés , faute de trouver des soldats. Mais le but principal étoit rempli ; celui de faire de l'argent aux dépens des ambitieux , d'augmenter le nombre de ses créatures et de les lier à son sort. On créa sous le même rapport un état major général de l'armée qui se monta à huit cents personnes , y compris les aides de camp , et lesquels ne l'avoient jamais vu qu'en peinture.

---

## CHAPITRE VII.

### *La mort de l'empereur Léopold.*

---

AU mois de février 1792 , Léopold mourut presque subitement. L'opinion générale imputa cet événement au poison , mais sans qu'on ait pu acquérir des données positives pour ou contre cette conjecture. D'après les calomnies de tout genre que Calonne avoit distillées sur le compte de ce monarque , et comme aillié de la France et comme frère de la reine , sa mort parut une victoire aux français coblentiers. Tous ou presque tous se livrèrent en cette occasion à une joie aussi aveugle que les mouvemens en étoient indécens , même pour tout état de cause.

Néanmoins , et six semaines après , Calonne fit publier par *Courvoisier* le nouveau greffier du sénat de Coblençe , une brochure dans laquelle , sous le prétexte de faire l'éloge de ce monarque parce qu'il étoit mort , on apprenoit à son successeur et à l'Europe , que c'étoit aux émigrés à qui appartenoit exclusivement le *droit* de diriger et commander les armées de la confédération ; que celles-ci

ne devoient tenir d'autre rang dans la contre-révolution , que celui d'auxiliaires ; et que s'il en étoit autrement , les émigrés devoient regarder cette confédération comme ennemie , et tourner leurs armes contre elle. Les échos de Calonne le répétoient à l'envi , le cabinet de Berlin y consentoit ; mais celui de Vienne ne donnoit point de réponse.

Le cabinet de Vienne avoit constamment mis des obstacles à ce que les émigrés puissent s'armer ; dans aucune partie du territoire soumis à sa domination ; leur organisation militaire n'existoit absolument que sur le contrôle de chaque corps. Ils ne pouvoient ni s'armer ni s'exercer comme corporation. L'électeur de Cologne , autre frère de la reine de France , ne voulut même jamais leur fournir de cantonnemens dans ses états.

Cette résistance unanime des cabinets de Vienne et de Cologne , *l'un* comme allié de France , et tous les deux comme frères , étoit l'aveu le plus solennel de ce que Louis XVI improuvoit les opérations de Coblençe , et ne vouloit y prendre aucune part. Sa majesté voulant au contraire , à quelque prix que ce fut , frapper cette besogne de Coblençe d'une nullité absolue , se détermina le 20 d'avril 1792 à déclarer la guerre au jeune roi de Bohême son neveu et son allié , espérant qu'en cette occur-



rence , le respect humain s'éleveroit unanimement avec les lois et les principes des monarchies , pour interdire à ses frères et sa noblesse d'oser jamais marcher à main armée contre une déclaration de guerre de leur roi ; de se porter les directeurs , les chefs et les instrumens de la défense de l'Autriche dans cette guerre. (d)

---

(d) Louis XVI se transportant à l'assemblée nationale le 20 avril 1792 , lui dit : « que nulle délibération ne pouvoit présenter plus d'importance , ne tenoit de plus près au bonheur de ses peuples , que celle sur laquelle il appelloit l'attention des représentans de la nation française. Que son ministre des affaires étrangères alloit faire à l'assemblée le rapport qu'il lui avoit fait dans son conseil. »

Le ministre prenant la parole : « Sire , lorsque vous avez juré de maintenir la constitution qui a assuré votre couronne , vous êtes devenu l'objet de la haine des ennemis de la liberté. L'orgueil et la tyrannie ont agité toutes les cours , aucun lien , aucuns traités n'ont pu arrêter leur injustice. »....

« La nation française est calomniée , des émigrés rebelles trouvent asyle chez nos voisins , ils s'assemblent sur nos frontières , ils menacent ouvertement de pénétrer dans leur patrie , et d'y porter le fer et la flamme. »....

« Les procédés du nouveau roi de Hongrie qui a développé les vues les plus hostiles , qui persévèrent dans son office du 18 mars , a annoncé de rompre son alliance avec la

Cette nouvelle mesure de protection de Louis XVI pour son peuple, vint échouer encore cette fois contre les prétentions colossales de Calonne. Par son manifeste du mois de septembre 1791, en forme d'une lettre au roi par les princes ses frères, il voit expressément notifié à sa majesté, que dut-elle lui *défendre* de porter des actes d'hostilités contre la France, et dut-elle se dire libre, en lui faisant cette *défense*, qu'il y résisteroit. Il tint constamment parole sur ce point.

Dans le premier qui se donna dans la Flandre autri-

---

« France. Le décret entre les puissances, provoqué par l'empereur Léopold au mois de juillet 1791, confirmé par le roi de Bohême d'après la note du prince de Kauniz du 8 mars 1792, qui est l'ultimatum des négociations, étant dirigé contre la France, est un acte d'*hostilité formelle*...

Le rapport fini, et Louis XVI reprenant la parole : « vous venez messieurs, d'entendre le rapport qui m'a été fait, l'avis unanime de mon conseil a été aussi le mien. En *conformité* de la *constitution*, je vous propose de déclarer la guerre au roi de Bohême et de Hongrie. » La question ayant été ajournée, il y fut statué le lendemain 21 avril, en ces termes :

« L'assemblée nationale délibérant sur la *proposition formelle* du roi, et après avoir décrété l'urgence, décrète la guerre au roi de Bohême et de Hongrie.....

chienne

chienne sitôt après la déclaration de guerre, trois cent émigrés du rassemblement d'*ath* accoururent au champ de bataille se rallier aux autrichiens. N'ayant point d'armes, ils sollicitèrent le général *Beaulieu* de leur en donner, et celui-ci leur en refusa, disant qu'il lui falloit des ordres de la cour.

Calonne effrayé de cette persévérance, qui menaçoit de fiapper la besogne d'une nullité absolue, fit remonter à coblençe les émigrés qui s'étoient rassemblés dans la Flandre autrichienne, et fit succéder ses émissaires à la cour de Berlin. Tous ne parloient à Frédéric guillaume que de l'établissement du pouvoir absolu pour la souveraineté; que ce seroit manquer cet objet, si les émigrés ne jouoient pas le premier rôle dans cette entreprise; le seul moyen de la couronner du succès étoit d'enlever au cabinet de Vienne, et la direction des plans de campagne, et le commandement des armées. Comme la foiblesse humaine ne sait ni résister, ni calculer ce qui flatte ses passions dominantes, le roi de Prusse mit aussitôt en mouvement les ressorts de sa politique, et ceux des circonstances publiques.

Les embarras de tout genre qui assaillirent le jeune roi de Bohême à son avènement au trône, l'intérêt qu'il avoit d'être élu empereur et promptement, la nécessité où il se trouvoit de se rendre favorable le roi de Prusse sur ce point, et



l'ancienne réputation de valeur de l'armée prussienne, concoururent à le faire départir en faveur de Frédéric-Guillaume, du droit qu'il avoit de diriger sa défense contre une guerre qui étoit exclusivement déclarée à sa personne et à ses états. Cet abandon valut au roi de Bohême la certitude d'être élu empereur, les cercles furent convoqués, le couronnement fut fixé au -- juillet 1792, à Francfort. Le roi de Prusse convint de s'y trouver, da se faire précéder par son armée qui l'attendrait à Coblenz, et de marcher de suite sur la France.

Cette nouvelle conquête sur l'autorité légitime parut à Calonne absolument décisive pour l'accomplissement de sa *prédiction de Lausanne*. D'après ses anciennes relations avec le roi de Prusse, il ne douta plus de le dépouiller de la direction des plans de campagne, soit dans les formes, soit dans le fait. A la fin de mai 1792, époque où l'armée prussienne se mit en marche pour Coblenz, Calonne imagina de ramasser une couple de pairs de France, et une quinzaine de conseillers des différens parlemens du royaume, qui émigrés, étoient éparés dans l'Allemagne pour qu'ils eussent à décerner la régence à Monsieur. Ce n'est pas que Calonne voulut de la domination de Monsieur, ni comme régent, ni comme roi ! Il vouloit seulement le charger du ridicule de renverser en cette occasion les lois fondamentales de toutes les monarchies ; il vouloit que son altesse royale

hors du royaume ; proscrire et fugitive sans territoire , sans les ordres de l'état , sans tribunaux , s'éleva à la dignité de régent , Louis XVI vivant , et se trouvant au milieu de ses états. Une fois que cette planche de régence le *roi vivant* , eut été posée , Calonne culbutoit Monsieur dessous ; et le comte d'Artois y passoit tout naturellement , sans qu'il fut besoin d'élection. Sous ce titre de régent du royaume , Calonne disposoit successivement alors , et de la confédération , et du peuple français , et de son roi , à fur et mesure qu'on en conqueroit le territoire.

La ville de Manheim fut indiquée pour cette élection. Le comte d\*\* qui étoit en possession de défendre franchement son roi et la monarchie dès le premier instant de leurs malheurs , fit un ouvrage manuscrit dans lequel il développa les loix , les principes , les faits et leurs suites inévitables. L'auteur communiqua son ouvrage aux gens bien intentionnés , en remit copie à Monsieur , et au prince de Condé. Il l'envoya de même au baron de Breteuil à Bruxelles. Celui-ci en sa qualité d'ancien ambassadeur de France à la cour de Vienne , en sa qualité de ministre resté fidèle à Louis XVI et la reine , envoya deux émissaires au-devant du roi de Bohême à son arrivée à Francfort , et porteurs d'instructions sur les vices de la régence projetée.

D'après cela , le projet de régence ; le roi vivant échoua , comme monstrueux sous tous les rapports ; mais le comte fut sacrifié à la puissance de Calonne qui au nom du duc de Brunswick à son arrivée à Coblençe , le précipita dans les cachots de la citadelle , où il resta pendant vingt mois , sous toutes les tortures de la cruauté la plus barbare, (e).

---

(e) Le chevalier d\*\* gentilhomme rallié aux gardes du roi à Coblençe , se trouvant avec le général prussien de Corbière le 26 de juillet 1792 , au camp de Chamberloust , lui dit : comment se peut-il général , que le duc de Brunswick se soit porté l'instrument d'une persécution atroce envers le défenseur public de Louis XVI et de la monarchie ? « nous savons » répondit le général , que le comte d\*\* est un très-bon royaliste , mais il est l'ennemi des princes , il a critiqué leurs opérations. Mr. le duc de Brunswick ne le connoissoit point , il « n'a fait qu'exécuter un ordre des princes freres du roi , il « ne prendra absolument rien sur lui dans cette affaire , et « ne fera que ce que les princes voudront » ; Calonne persista à ce que le défenseur de Louis XVI et de la monarchie fut assassiné à Coblençe , et on l'assassina.





---

## CHAPITRE VIII.

*De l'arrivée du duc de Brunswick à Coblence.*

---

DANS les derniers jours de juin 1792 , le duc de Brunswick arriva à Coblence , à la tête de l'armée prussienne , et avec le titre de généralissime de la confédération , il se cantonna à une demie lieue de la ville. Dès sa première entrevue avec les princes frères du roi , il leur annonça publiquement qu'il ne venoit que pour exécuter leurs ordres , et qu'il s'y soumettroit ponctuellement. C'étoit directement se soumettre aux ordres de Calonne , et celui-ci en usa sans discrétion.

En tout tems , en tous lieux , la puissance ecclésiastique fut en possession de frapper ses victimes sous l'égide du masque ; et de s'en servir encore , pour marcher à la conquête ! Cette ressource qui produit souvent l'impunité , et qui la promet toujours , étoit particulièrement familière au gouvernement coblencien . Elle lui avoit trop bien réussi dans la personne du comte d'Artois et de Calonne , pour en abandonner l'usage , ou pour négliger de mettre

a profit l'occasion de s'en servir de nouveau.

C'est sous ce point de vue , que , depuis longtemps le gouvernement électoral avoit formé le projet de profiter du passage de l'armée prussienne , pour fortifier les bases de l'accroissement de pouvoir absolu , qu'on vouloit établir sur les peuples de cette contrée , comme sur tous les autres. On avoit d'ailleurs de petites vengeances à prendre. Les peuples de l'électorat de Trêves et sa régence, n'avoient pas vu sans peine , sans murmures et sans remontrances , Calonne établir sa souveraineté sur leurs personnes, sur leur pays , et sur le souverain même. La régence avoit nombre de fois porté ses doléances à cet égard , et fait des sommations périodiques aux corps militaires des émigrés , pour qu'ils eussent à déguerpir leur cantonnement. Ces actes conservatoires des loix , des droits et des libertés , avoient été qualifiés par le despotisme , d'autant d'attentats contre la souveraineté , et de signe certain d'un patriotisme naissant.

C'est sous différens rapports que l'on s'étoit arrangé pour donner à l'armée prussienne un mois de séjour à Coblencc. Mais comme il ne convenoit pas selon Calonne , que les princes français se trouvassent même en apparence , sous les ordres du duc de Brunsvick , il fut arrêté qu'ils partiroient le

12 juillet pour *Bingen*, et que ce ne seroit qu'à cette époque que le généralissime prendroit le commandement de la ville de Coblençe et sa police. Ce départ des uns ; cette prise de possession de l'autre , s'effectuèrent au même instant. Calonne et ses agens restèrent : ils n'avoient garde de désemparer la ceinture de l'homme qu'ils avoient destiné à devenir l'instrument passif de leurs passions, et qui avoit déjà fait sa soumission comme tel.

Le duc de Brunsvick désarma les soldats de l'électeur , s'empara de leurs corps de garde et de leurs fonctions , il établit une inquisition monstrueuse , et dans la ville de Coblençe , et sur tout le territoire que couvroit son armée. Les citoyens , les émigrés même faisant partie de l'armée des princes s'y trouvèrent soumis. On ne pouvoit pas faire un pas sans être muni d'une permission , et en sa présence comme à son défaut , on étoit traîné à la grande garde pour la faire vérifier. Mais à cette époque la campagne n'étoit pas ouverte pour l'armée prussienne et celle des émigrés ! Coblençe et son pays étoient à cent lieues du théâtre de la guerre ; elle ne lui étoit pas déclarée non plus qu'aux autres cercles de l'empire : cette inquisition n'avoit donc d'autre objet que celui d'opprimer ?

Tous se trouvant placés sous la ferrule soldatesque , on ne connut plus de lois , plus de droits ,



plus de privilèges ! Le despotisme de l'arbitraire injuria , calomnia , frappa , emprisonna à volonté et avec impunité. Le 15 juillet nommément un officier français de l'armée des princes traversant la place d'armes pour arriver à son logement, un caporal prussien lui dit de passer de l'autre côté. Le français qui n'entendoit pas l'allemand ne se détourna pas. Le soldat lui sauta au collet , et lui dispensa une volée de coups de plat de sabre. L'officier français beaucoup plus prudent qu'on ne l'est ordinairement en pareille circonstance , rétrograda paisiblement au corps de garde prussien, et porta sa plainte à l'officier. Celui-ci vint pour réprimer son factionnaire , mais un sieur de *Victor* l'une des créatures de Coblençe, et qu'on y avoit élevé au grade de colonel major des mousquetaires, dit à l'officier prussien : « Monsieur , en ma qualité d'officier supérieur français , je dois vous dire que « votre factionnaire n'a fait que son devoir , qu'il « mérite des éloges et point de punition. » Voilà comme les officiers supérieurs de la fabrique de Coblençe soignoient les gentilshommes militaires leurs égaux par la naissance ! Aussi , dans ce cours de traitemens les plus indécens , les officiers prussiens ne vouloient-ils pas croire que les émigrés fussent des gentilshommes et officiers. L'un de ces émigrés arrêté à la requête de Calonne , se trouvoit depuis trois jours en dépôt au corps de garde prussien , sans qu'on s'occupa de le libérer , ou de

lui fournir un morceau de pain pour subsister et un fagot de paille pour reposer sa tête. L'officier prussien relevant la garde, lui dit : *vous êtes sûrement un domestique ?* non monsieur, je suis gentilhomme et officier, et vous me voyez en uniforme : ah-pardon ! c'est qu'en Prusse on ne les traite pas comme cela.

Le duc de Brunswick sous le masque de l'extérieur le plus simple, de la modestie la plus rampante, étoit un vieux courtisan bien consommé, à qui l'intrigue et l'ambition avoient tenu lieu de toute espèce de talens et de vertus. Mais c'en étoit assez pour fixer la faveur de Frédéric-Guillaume qui ne craignant rien tant que d'être éclipsé et courant sans cesse cet écueil, s'étoit dévoué aux inclinations subalternes, et dans sa vie publique et dans sa vie privée. L'histoire de son règne, en ramassant quelque jour dans un seul tableau l'ensemble de cette foule d'inclinations, avec la mesure de valeur intrinsèque de chacun de ceux qui en furent l'objet, vengera suffisamment le grand prince *Henry* de l'honorable haine de ce monarque.

Le roi de Prusse arriva à Coblençe huit jours après l'établissement du duc de Brunswick en cette ville. Sa majesté prit son logement au château de Chamberloust où on lui avoit établi un camp de trente mille hommes. Calonne eut bientôt com-  
mesuré l'ensemble des petites facultés du monar-

que et du généralissime comme hommes , comme politiques , comme géographes , et comme militaires. Leur montrant d'une main ses plans du despotisme et ceux de campagne , leur montrant de l'autre le *squëlette* du maréchal ds Broglie , ils s'inclinèrent et se *soumirent*.

Le maréchal de Broglie survécut de beaucoup à la réputation que lui avoit acquis le haut et puissant génie du feu comte son frère. Après avoir illustré l'été et l'automne de son âge en se laissant conduire par ce frère , il remit à Calonne à Coblenze le sort de son hyver. Ce nouveau tuteur bien loin de lui être aussi favorable que l'autre , le dépouilla de son vivant des moissons précédentes et l'isola au milieu de sa stérilité naturelle ! Le maréchal comme homme privé , étoit recommandable par sa vie régulière , ses aumônes , son attachement à sa religion. Comme homme public , il réunissoit tous les vices : sans génie naturel , sans aucune connoissance des lois générales et des droits individuels , il étoit persuadé que la volonté absolue étoit la seule manière de gouverner. Courant dès son berceau la carrière des armes , ou de proche en proche , on dispose impérativement des hommes et des choses , il étoit despote , entêté , ne pouvant pardonner la résistance , et voulant qu'en tout état de cause un subordonné ne put jamais avoir raison des attentats de ses supérieurs. C'est de ce



concours d'ignorance et de l'habitude du despotisme ; que les vices des opérations de Coblençe et les intentions échappèrent à la connoissance du maréchal ; et qu'il sanctionna constamment les actes qu'on destinoit à produire le triomphe du crime.

Lors de la convocation des états généraux de 1789, la France ne possédoit qu'un seul militaire *homme d'état*. Lui seul étoit capable de fournir un plan politique et militaire propre à prévenir une grande révolution. Du depuis on n'eut encore que celui-là, vraiment en état de donner un plan de contre-révolution. C'étoit le comte de *Maillebois* ? Néanmoins à ces deux époques si intéressantes pour la royauté et pour le trône, ce puissant génie politique et militaire fut sacrifié de nouveau à la faveur de ses anciens ennemis ; comme si dans une crise inflammatoire, qui porte tous les caractères de la malignité, il fut jamais permis de fournir au malade le médecin de la faveur, en place de celui des talens ?

L'histoire du dix-huitième siècle nommera les pertes successives que fit le gouvernement royaliste, en livrant constamment le grand *Maillebois* à la voracité de ses ennemis ; des ennemis qui furent à jamais implacables, par cela même qu'ils lui connoissoient des talens trop supérieurs, pour

pouvoir lui atteindre . . . et encore , parce que *Maillebois* ne sut être ni bas , ni rampant , ni encenser jamais les innocens !

Il est tems , plus que tems que les princes et les rois cessent de croire que celui qui est l'objet de leur faveur , est par cela seul capable de gouverner ! les gens vraiment capables sont si rares que le prince ne peut se priver des services qu'ils lui rendroient , qu'en commettant un homicide sur la chose publique et sur lui-même.

Si en 1792 , *Frédéric-Guillaume* eut su s'envelopper dans cette vérité principe , il eut pris son généralissime dans la personne du *grand prince Henry*. Ce prince connoissoit si bien la France et les français, comme politique , comme géographe et comme général ; il connoissoit si bien le vuide immense que la mort du comte de Broglie avoit laissé au maréchal son frère ; il connoissoit si bien la mesure des vices que fournissoit indispensablement à Coblençe la présence active de Calonne , que son altesse royale n'eut point pris de guides et de tuteurs à Coblençe.

Le prince se fut bien gardé de divulguer tout ce qui devoit être le secret des cabinets de l'Europe , il n'eut jamais sonné le tocsin de la résurrection des abus de la tyrannie , ni porté la rodomontade , jusqu'à menacer ceux qui ne voudroient

pas s'y soumettre , d'être la proie du fer et de la flamme. Le prince *Henry* s'enveloppant dans le manteau de médiateur entre la France et l'Autriche , entre la France et sa monarchie , eut frappé de nullité la monstrueuse organisation des émigrés , en les tenant en pane dans l'électorat de Trêves ; eut hautement déclaré qu'il seroit injuste que ceux là devinssent juges et parties dans leurs propres causes ; qu'il seroit d'un exemple destructeur des loix et des principes des monarchies en Europe , de reconnoître la souveraineté dans les princes français , d'admettre la noblesse française à combattre contre une déclaration de guerre de son roi. En cet état des choses , la nation française n'ayant plus à redouter les faveurs de la vengeance de ses émigrés , ni l'influence du corps politique coblencien sur son gouvernement futur , elle se seroit fait justice... Elle eut consenti de rectifier sa constitution nouvelle à une monarchie tempérée , également convenable aux droits des souverains , et à ceux de chacun des ordres de l'état.

C'est à Coblençe , que le roi de Prusse et le duc de Brunsvick acceptèrent servilement les plans de campagne de Calonne , qu'ils acceptèrent son manifeste , le baptisèrent et présentèrent à l'Europe à leur nom. C'est à Coblençe qu'ils prirent *l'infolio* des contes bleus de Calonne pour la révélation du mystère du pouvoir absolu désormais.



Les brigands politiques sont en possession de promettre beaucoup à leurs alliés , et à la noblesse au moment même où ils sont résolus de ne leur rien tenir ! Leurs protestations publiques à cet égard , sont toujours autant de précurseurs d'une nouvelle violation des loix et des droits les mieux consacrés. Tel fut le manifeste du duc de Brunswick , sous le titre de sa déclaration du mois de juillet 1792 à Coblençe.

Par ce manifeste le généralissime *juroit* au nom de la confédération , ne marcher que pour la *dé-fense* de Louis XVI : et au même instant , il enlevait à ce roi son meilleur ami , son défenseur le plus constant ; et le chargeoit de fers pour avoir improuvé les opérations de Calonne et ses projets régicides. Il *juroit* de rendre à la noblesse ses droits , et il les violait tous dans la personne du défenseur de Louis XVI. Il *juroit* de rendre à la justice son *cours distributif* , et par la force de la tyrannie et de la violence , il enchaîna éternellement ce *cours de la justice* pour l'ami de Louis XVI. Il *juroit* de rendre à la religion catholique son culte et pendant une détention de vingt mois , il priva impérieusement le défenseur de Louis XVI , d'assister dans sa prison aux offices de cette religion.

Le duc de Brunsvick par son manifeste chan-

geoit encore toute la nature de la guerre. Louis XVI l'avoit déclarée cette guerre, et dans cet état si l'on eut été bien intentionné , on se fut enve-  
loppé dans le manteau de la défensive ; on n'eut point arboré l'étendart offensif ; on n'eut jamais sonné le tocsin de la résurrection des anciens abus qui avoient révoltés le peuple français après une oppression toujours croissante pendant plusieurs siècles.

Cette contenance défensive d'une part , cette résistance de l'autre n'auroient pas empêchés que les puissances en définitif , profitassent du succès de leurs armes , pour rétablir les droits de la souveraineté en France. Si ces armes eussent succombés dans une telle guerre , Louis XVI dans l'un ou l'autre cas , ne devenoit aucunement responsable des causes ni de l'événement. Mais c'est précisément de la responsabilité des causes de la guerre , dont Calonne avoit toujours eu à cœur de frapper Louis XVI , dans le délire qui le possédoit , d'en faire tourner l'événement au profit du comte d'Artois et au sien propre. Toutes ces opérations politiques et militaires avoient été dirigées pour cela , son manifeste et son plan de campagne le furent de même.

Plus Calonne avoit pris à tâche de persuader aux cabinets de l'Europe que la contre-révolution en

France s'opéreroit sans coup férir , dès l'approche des émigrés et de leurs auxiliaires , moins il la croyoit et la vouloit telle ! s'il en eut été autrement , il connoissoit trop bien la masse des forces de la France , pour prétendre la subjuguier , et la mettre aux fers avec une poignée de monde. Il connoissoit trop bien son territoire , pour n'ouvrir la campagne qu'au mois de septembre , s'embarquer par la partie de l'Alsace de la Lorraine et de la Champagne les plus *stériles* en vivres , et les plus *fertiles* en routes impraticables. Il connoissoit trop bien le nature et l'immensité des places frontières de ces contrées , pour se contenter de les tourner , se mettre par cela même entre leur feu et celui de la masse centrale du peuple. Il connoissoit trop bien l'histoire de son pays ; pour penser de bonne foi qu'une nation naturellement brave et belliqueuse , qui comportoit *vingt-quatre millions* d'habitans ; qui étoit défendue par une armée de ligne en possession de tenir tête à l'Europe ; et par trois millions d'hommes qui s'exercoient militairement depuis trois ans , s'enfonceroient dans leurs chaumières à la vue de l'ennemi , comme le *blairau* dans sa tanière.

Calonne qui eut toujours de l'érudition , connoissoit parfaitement bien tous les écueils , mais ils lui devenoient nécessaires tout autant de temps que Louis XVI existeroit. S'embarquant ainsi , et la  
saison



saison ne pouvant jamais permettre de tenir la campagne pendant quatre mois , il savoit qu'il faudroit prendre son quartier d'hyver sans qu'il se fut rien passé de décisif en faveur d'une contre-révolution, que l'armée prussienne et celle des émigrés batailleroient tout l'hyver dans leurs *culs de sacs*, pendant que les agens de Calonne épars dans l'intérieur , secoueroient le flambeau de la guerre civile à Paris , et dans les provinces méridionales; pendant qu'ils inculperont le roi d'être le précurseur de ces nouveaux désastres ; pendant qu'ils attiseroient les émeutes parisiennes contre lui , et que sa majesté et ses enfans succomberoient dans ce choc général.

Bien persuadé qu'étoit Calonne que celles des puissances ainsi enlacées dans les filets de l'ennemi , appelleroient au secours la masse de leurs forces , celle des autres puissances de l'Europe qui viendroient à leur appui , et se trouveroient alors en mesure d'effectuer une contre-révolution qui accomplissoit la prophétie de Lausanne.

Si tous et chacun de ces écueils marqués au coin de l'histoire , à celui de la géographie , à celui de la tactique militaire en Europe , furent nécessaires à Calonne pour mener à fin sa course régicide , la nature des devoirs que le roi de Prusse et le duc de Brunsvick avoient contractés comme

les dépositaires des intérêts de la royauté en Europe ; comme les mandataires exprès de l'empereur , leur imposoient l'obligation de calculer par eux-mêmes la situation géographique , politique , et militaire de la France , et d'y mesurer leurs forces. Par la déclaration de *Pilnitz* , Frédéric-Guillaume avoit pris l'engagement formel d'employer les moyens les plus efficaces pour mettre Louis XVI en état d'affermir dans la plus parfaite liberté les bases d'un gouvernement monarchique ; qu'il emploieroit *les forces nécessaires* pour obtenir ce but.

Ce n'étoit pas certes remplir cet engagement et ceux qui s'étoient succédés , que de s'envelopper servilement dans les opérations politiques et militaires de Calonne , de se mettre directement sous les ordres de cet homme que Louis XVI dans toute sa puissance et pleine liberté avoit dégradé , proscrit de son royaume , comme fauteur d'attentats de toute espèce contre la gloire de son règne , et la prospérité de ses peuples ! C'étoit armer le bras de cet homme du poignard de la vengeance... c'étoit au moins forcer Louis XVI à main armée de reprendre le ministre que sa majesté avoit dénoncé à l'Europe comme un traître , comme un perfide , comme un malfaiteur de profession.... c'étoit enfin notifier à la nation française , que voulant impérativement l'opprimer à demeure ,

Calonne avoit été reconnu l'instrument le plus propre à remplir cet objet.

Cet ancien projet de Coblence , et qui n'étoit pas un secret , avoit depuis long-tems porté le deuil et l'amertume dans tous les cœurs honnêtes !, et l'audace du manifeste les indigna. Ceux-là aiment et peuvent aimer la royauté représentative de la paternité , mais ils abhorreront cette royauté partout où elle sera le tyran des mœurs , celui de la justice et de l'humanité. C'est sous les traits de ce genre de tyrannie que s'étoient montrées les opérations de Coblence. C'est sous les mêmes traits que se montrèrent le manifeste et les actes d'inquisition du duc de Brunswick dès son début à Coblence. A l'aspect de cette *Hydre dévorante* , la nation française se souleva.

Les agens de Calonne à Paris profitèrent du premier moment de cette effervescence générale pour alimenter les passions , pour mettre en activité les intérêts opposés. Les émeutes s'élevèrent , on les attisa , il se forma deux partis. *L'un* marcha sur le palais du roi , *l'autre* voulut en interdire l'accès. La guerre civile s'alluma , le massacre dura trois jours sans discontinuer ; et dans cette seconde révolution bien calculée , bien préparée par Calonne , et qui ne s'effectuoit que par la monstruosité de ses opérations , le roi et sa famille échappant au massa-



cre en se retirant au milieu de l'assemblée nationale , ils furent enfermés à la tour *du temple*. Les départemens du royaume furent précipitamment convultés. Dans cette agitation générale le crime marchant sous le masque de la vertu , la vertu se trouvant traînée dans la posture du crime , il ne fut plus possible aux individus de se reconnaître , et la France fut déclarée république.

Cette déclaration de république n'eut alors d'autre objet que de préserver la France d'une guerre civile générale que Calonne avoit autant à cœur de lui donner , et d'éteindre celle commencée , en privant les royalistes de l'intérieur de leur premier point d'appui qui étoit le trône.



---

## CHAPITRE IX.

*Le roi de Prusse à Verdun et sa retraite.*

---

L'ARMÉE prussienne et celle des émigrés ayant tourné les places frontières de l'Alsace , pénétrèrent rapidement et sans coup férir , jusqu'à Verdun en Lorraine. Ce fut là seulement que le roi de Prusse commensura la profondeur de l'abîme où l'avoit plongé la tutelle de Calonne. Il le proscrivit et le renvoya. L'armée autrichienne ayant pris sa direction par la Flandre , entreprit le siège de *Lille* la place la plus forte de toute cette contrée. Cette opération étoit conforme aux réglemens de la tactique militaire. Un pays n'est soumis que par la conquête de ses places fortes , à leur défaut on ne tient rien. Tourner ces places , s'enfoncer de quarante lieues dans les terres , est l'acte du délire de l'ignorance , et celui de sa propre destruction.

Le roi de Prusse à Verdun se trouvoit avoir à combattre des routes impraticables ; un pays dénué de vivres ; l'armée des princes français sans ar-

gent et sans pain ; l'intempérie de la mauvaise saison ; de nombreuses places fortes sur ses derrières ; en face la masse centrale d'un peuple armé, et des armées de ligne qui accouroient de tout côté pour l'envelopper. Cette situation loin de promettre un quartier d'hiver qui fut tenable , alloit devenir une véritable souricière pour le roi de Prusse et pour son armée. Pour en sortir il entra en négociations avec le général français *Dumouriez* , qui avoit alors toute la confiance de la nation , et comme militaire et comme politique. Sa majesté multiplia les sacrifices , elle joua le démagogue , elle rejetta sur les princes français tout le fardeau des hostilités et celui des intentions qui les avoient dirigées. Elle promit d'expier le tout désormais , si on lui accordoit une trêve et sa retraite. Elle obtint subitement l'un et l'autre. L'armée prussienne sortit de Verdun par une porte , et l'armée française entra par l'autre.

Ce pacte de cordialité ne guérit point Frédéric-Guillaume du mal de la peur ! Celui qui fait métier d'être infidèle à ses promesses , ne sauroit se reposer sur la fidélité de celles d'autrui. Sa majesté fit sa retraite du territoire français par des marches forcées , et la nuit. Elle entretint périodiquement le feu dans ses champs , pour y faire présumer sa présence. Elle brula les munitions et les équipages de l'armée pour accélérer sa course.



Cette terreur panique étoit absolument sans sujet. Le gouvernement français en consentant la retraite de l'ennemi qu'il auroit pu écraser dans le labyrinthe où il s'étoit enfoncé , avoit pour objet principal d'enlever aux royalistes de l'intérieur ce point d'appui pour l'opinion de les empêcher de s'élever , et par ce moyen se préserver encore une fois de la guerre civile. L'armée des émigrés étant sans le sol , sans vivres , sans munitions de guerre , et sans aucune ressources pour se soutenir , tomberoit nécessairement en dissolution , ce qui mettroit au comble le découragement des royalistes. Cette retraite avoit encore été calculée sur le caractère national. Les français dans l'attaque sont des volcans , et sur-tout dans la victoire. Une fuite précipitée de dessus leur territoire , pendant un trajet de quarante lieues , de la part des émigrés et de leurs auxiliaires qui avoient fait sonner si haut et leurs prétentions gigantesques , et leurs moyens de valeur pour y arriver , étoit une grande victoire ; elle portoit une déroute générale chez leurs ennemis , une confiance entière chez le corps colossal des milices nationales qui s'élanceroient sur le territoire étranger , et prendroient leurs quartiers d'hiver. C'est ce qui s'effectua subitement ! Dans l'empire les armes françaises pénétrèrent jusques dans la ville de mayence ; dans les pays bas jusques dans les villes de Bruxelles et d'Aix la Cha-

pelle. De l'autre côté , elles s'emparèrent du duché de Savoie et du comté de Nice.

Les inclinations de Frédéric-Guillaume étant toujours calculées sur son intérêt personnel , le sacrifice de ceux qui en étoient l'objet ne lui coûtoit absolument rien à faire , du moment où ils ne pouvoient plus servir cet intérêt. Dès qu'il eut mis le pied hors du territoire français , de l'esclave des princes qu'il étoit depuis trois mois , soit à Coblençe , soit pendant sa marche à Verdun , il s'institua leur souverain le plus despote. Il licencia impérativement toute leur armée. De proche en proche il en pourchassa les membres comme des bêtes fauves , sous le prétexte de se préserver des propagandes. Cette opération faite , et poursuivi lui-même par les armes françaises , il remonta à Coblençe et prit son quartier général à Franfort.

La petite armée de Condé qui étoit restée dans le Brisgau , échappa au licentiaement général. Elle fut successivement conservée par l'empereur , moyennant que tous les gentilshommes officiers qui la composaient , et ceux dont elle se recruterait se contenteraient de la paye de simple soldat , qu'ils en feroient les fonctions , et qu'on leur donnerait un général autrichien pour commandant en chef. Ces malheureux furent plus maltraités que les soldats. On fournit à ceux-ci des vête-

mens , les autres n'en eurent pas , et devinrent de vrais sansculottes. Les équipages de cette armée, les hôpitaux furent tout aussi mal fournis. Pendant la campagne de 1793 , cette armée coucha presque toujours au bivouac , et fut placée par préférence aux avant-gardes. Elle faisoit journellement le coup de fusil. Ses malades et ses blessés n'étoient presque point soignés, et l'on eut dit que l'on prenoit à tâche de détruire la noblesse française , pour ne l'avoir pas à sa charge après la guerre. Pour contraindre les gentilshommes de l'armée licenciée d'aller se ranger sous cette enseigne de misère et de calamité , on ne vouloit leur donner asyle nulle part. Tous ces petits souverains dont l'Allemagne est infectée , en raison de leur despotisme de fer , et mille fois plus cruel que ne l'est celui des grandes puissances , devinrent autant de persécuteurs pour la noblesse française. C'est une grande leçon à la noblesse en Europe , pour qu'elle sache mesurer ses sacrifices désormais à la cause de la souveraineté royale ! Si la noblesse par son essence est le défenseur *né du trône* , elle doit trouver asyle , secours et protection auprès de ce trône en quelque endroit qu'il soit placé. Cette vérité fut parfaitement sentie par la célèbre Cathérine qui offrit à tous les gentilshommes français émigrés , des établissemens territoriaux dans ses états , avec des secours en hommes , en bestiaux et en argent pour les mettre en valeur. De tous ceux qui parent , ou qui voulu-



rent franchir cette énorme distance de leur patrie, il n'y en eut aucun qui eut eu à s'en repentir. L'impératrice de Russie tint plus que sa première parole, ils ne connurent plus la misère ni la persécution.

Un joueur ne manque jamais de s'abandonner à la fortune, contre des adversaires qui ont perdu la carte. C'est d'après la reculade perpétuelle des armées de la confédération; d'après que celle des émigrés venoit de tomber en fusion; d'après la persécution individuelle qu'ils éprouvoient dans le territoire de l'Allemagne; d'après les énormes conquêtes des armées françaises, et leur rapidité, que le gouvernement français mit au creuset les moyens politiques de son ennemi, et sur l'événement de la république, et sur les dangers qu'il offroit pour la vie de Louis XVI. Le résultat de cette recherche ayant démontré que la pénurie politique de l'ennemi étoit tout aussi grande que son insuffisance militaire, on se détermina à faire le procès à Louis XVI et le conduire à l'échafaud le 21 de janvier 1793. C'étoit priver encore une fois les royalistes de l'intérieur de ce point d'opinion, et rassurer d'autant ceux des démocrates qui pouvoient être effrayés des revenans.

Cet événement de la mort de Louis XVI sur l'échafaud, de ce roi dont la vertu, la candeur, la bonté, la franchise se manifestèrent jusqu'à

son dernier moment ; de ce roi qui ne périssoit que par les crimes de Coblençe et pour leur expiation , devint un sujet de triomphe pour les auteurs de ces crimes ! De proche en proche Calonne par le ministère de ses complices porta Monsieur ; ( qui après la mort du roi venoit d'être proclamé régent du royaume par l'empereur ) à vêtir le comte d'Artois de la dignité de lieutenant général du royaume , de manière que Monsieur se trouvoit encore cette fois directement placé sous la coulevrine du comte d'Artois , et la nation française à la disposition de Calonne , si elle venoit à succomber en définitif de la guerre ?

Cette élévation du comte d'Artois releva tout aussitôt l'influence politique de Calonne. Il s'empara des négociations avec les cabinets , et fit sous ce rapport un voyage en Espagne , en Italie , et en Russie. Ses agens français à Coblençe bénissoient hautement la mort de Louis XVI. Ils courroient au bal , dansoient et se réjouissoient ; disant que ce monarque s'étoit attiré son sort , comme ayant été trop populaire ; et qu'ils en auroient bientôt un autre qui sauroit mieux régner.

Les gens qui ont vécu à la cour d'un prince quelconque , sont sujets à négliger l'objet de leurs inclinations , pour trouver à se classer dans les bonnes grâces de celui qui court après la fortune. Monsieur de Limon , qui avoit été l'un des plus

forts antagonistes du parti de Coblençe et de ses opérations , croyant avec beaucoup d'autres que la mort de Louis XVI vaudroit promptement au comte d'Artois l'autorité souveraine en France , écrivit en 1793 que ce prince avoit emporté avec lui l'épée victorieuse de Henri IV. Cela se peut.... Mais si dans la main de Henri IV cette épée releva le trône , c'est qu'il ne la laissa pas rouiller dans le fourreau ! Henri IV bien loin d'avoir eu la vanité de ne pas vouloir soumettre son inexpérience aux ordres d'un Condé , rechercha cette première gloire avec avidité. Les instructions qu'il reçut sous tel maître , le conduisirent successivement à la victoire. Il eut été de même en 1791 , si le comte d'Artois au lieu de se soumettre aux ordres de Calonne à Coblençe , se fut rangé sous ceux du Condé son contemporain. Celui-ci devenu le directeur de la besogne politique et militaire , eut banni de son séjour le faste somptueux de la cour les intrigues et les intrigans ; il se fut enveloppé dans les lois , dans ses devoirs ; rien de ce qui se fit à Coblençe n'auroit existé ; le roi et la monarchie française vivroient encore.

Si en 1793 le comte d'Artois eut su risquer personnellement sa vie , pour franchir les monts et les eaux , pour à l'aide des méthamorphoses , atteindre la Vendée , se mettre à la tête de l'armée royaliste de cette contrée , c'est à ce trait qu'on



n'auroit plus méconnu dans sa main l'épée de Henri IV. Cette reconnaissance faite , la moitié de la nation se fut élevée en sa faveur , et à son appui la victoire étoit certaine ! Cette armée n'ayant qu'un particulier pour chef ; ne pouvoit jamais se recruter d'une manière utile , il falloit impérativement qu'elle périsse , et l'histoire ancienne en avoit prononcé la sentence !

Monsieur de Limon dans son ouvrage fit aussi l'éloge du ministère de Calonne à Versailles , et sur-tout de sa convocation des notables. C'est avoir une grande fureur de plaire ! Les notables du royaume ne furent jamais d'institution monarchique , ils ne furent pas même d'institution particulière ; ils n'étoient aucune corporation dans l'état , ni dans la société. Le despotisme de l'arbitraire qui ne manque jamais de faire abus des mots pour parvenir à celui des choses , s'étoit anciennement complu à qualifier de notables du royaume ceux de ses agens et courtisans employés à l'administration dans les provinces. Mais dans le siècle de corruption la plus consommée , dans un gouvernement arbitraire et despotique où toutes les charges sont vénales , où tous les emplois ne se donnent qu'à l'intrigue , à la faveur et à l'argent , les agens d'un tel gouvernement , loin d'être notables , sont des gens très *mal notés*.

De tels particuliers eussent-ils été purs , eus-

sent-ils été des anges , ils n'eurent jamais ni droit , ni qualité quelconque pour représenter les ordres de l'état , et pour prendre aucun engagement pour la nation. Si le despotisme de l'arbitraire s'en étoit anciennement servi , c'étoit une raison de plus , pour que Calonne ne se permit pas de commettre cet attentat de la tyrannie sous le règne d'un roi juste et bienfaisant. Au reste , les notables de Calonne , ne firent que découvrir à l'Europe la profondeur des plaies de l'état , que provoquer le désespoir de la nation sur ses misères présentes , sur la dissolution prochaine qui la menaçoit. Ils se déclarèrent incompétens pour décider du remède , et envoyèrent le soin aux états généraux , et les appellèrent. Ceux-ci venant au milieu des agitations du désespoir et des intrigues salariées du duc d'Orléans , renversèrent l'édifice de la monarchie , au lieu de l'étayer. Il n'en eut pas été de même , si Calonne les eut directement appelés en place de ses incompétens notables ! La nation ne connoissoit aucunement alors la profondeur de ses maux. Elle n'auroit vu dans la convocation des états généraux qu'une restitution de ses droits légitimes ; elle auroit béni le monarque qui la lui faisoit ! Le duc d'Orléans n'auroit jamais eu alors la témérité de prétendre en cette occasion usurper le trône d'un tel roi ; l'assemblée des baillages se fut passée dans le calme , dans la joie et la reconnoissance. Cette impulsion du sentiment dans la nation entière

se fut réunie à ses députés ; ils l'auroient porté aux états généraux. Ceux-là favorablement prévenus auroient remédiés au mal , à fur et mesure qu'ils auroient découvert ; et l'abyme eut été comblé , avant qu'eux-mêmes en eussent connu la profondeur.

L'Espagne , l'Angleterre , l'Empire et la Hollande firent de la campagne 1793. Mais le coup étoit manqué ! On avoit aguerri les gardes nationales dans la campagne précédente ; on y avoit fait toutes les sottises qui étoient à faire ; on avoit dénué les royalistes de l'intérieur de leur roi et du trône ; on avoit proscrit tous ceux de l'intérieur ou réduit à la misère ; on avoit encore à reconquérir son propre territoire ! Les fautes se multiplièrent de même dans la campagne de 1792. Le roi de Prusse ne prit plus d'autre part à la guerre générale que celle propre à épuiser tous les partis , à ruiner singulièrement l'empereur en hommes et en argent , pour pouvoir bientôt lui imposer personnellement la loi. Au lieu d'avoir mis à profit l'influence du général Dumouriez sur la nation française , de réunir tous ses moyens politiques et pécuniaires à maintenir cette influence et à l'augmenter , on la lui fit entièrement perdre.

Dumouriez avoit du génie , de l'adresse à s'en servir , et beaucoup d'ambition. Il possédoit toute



la confiance politique et militaire de la nation française , il ne la servoit que pour se rendre redoutable aux puissances , pour se faire illustrer par elles , après s'être enrichi aux dépens de ses esclaves. C'étoit de lui que le roi de Prusse avoit acheté l'agrément de faire sa retraite de Verdun ; c'étoit lui qui avoit conquis subitement la Flandre autrichienne , il falloit l'acheter définitivement , et le laisser là avec son armée. On se contenta d'acheter le territoire , de l'en faire maladroitement déguerpir avec la même célérité qu'il avoit mise à le conquérir et la nation le proscrivit.

Si les puissances eussent eu le bon esprit de s'assurer de sa personne et de ses moyens par des récompenses de titres et de grades d'élevation dont il étoit affamé ; de convenir avec lui qu'on l'attaqueroit périodiquement dans ses conquêtes , et de manière à lui laisser l'avantage , il eut conservé la confiance de la nation , il en eut exclusivement dirigé les opérations politiques et militaires. Les choses en cet état , il auroit successivement perdu tous les généraux français , et par les fautes qu'ils auroient faites , et celles qu'il leur auroit supposées. C'étoit alors seulement qu'on pouvoit se promettre quelques avantages décisifs sur la France.

Les forces réunies des puissances de l'Europe sont hors d'état de ressusciter la royauté en France, elle ne peut absolument pas renaître que de la  
volonté

volonté de la nation. Celle-ci avoit commencé la guerre sans discipline militaire , et sans officiers. Trois campagnes très-vives et meurtrières lui ont acquis l'un et l'autre. A quelle époque que ce fasse la paix extérieure , la France ne jouira pas de la tranquillité. Son véritable ennemi , le seul redoutable , c'est elle-même ! La masse de ses proscriptions , celle de ses exécutions périodiques sur ses propres citoyens n'offre de sûreté à aucun , et dans sa personne et dans ses biens. La crise du délire une fois dissipée , le caractère national reprendra son empire. La nation la plus douce , la plus sensible , la plus humaine de celles du monde connu , aura honte des torrens de sang qu'elle aura répandu dans son propre sein ; et en accusera son gouvernement. Les uns voudront revenir au gouvernement royaliste , les autres voudront un nouveau mode de république. Les différens partis s'entrechoqueront , et le sang se répandra encore !

Fut-il irrévocablement décidé que la France demeurera à jamais république , sa tranquillité et sa sûreté exigent qu'elle garde dans son sein le prétendant à la couronne ! Cet enfant qui n'a jamais joui d'aucune autorité qui n'a répandu de bienfaits sur personne , qui n'aura pas de fortune disponible pour acheter des créatures , se faire un parti , le soutenir , ne peut jamais nuire personnel-

lement à la nation ; il en seroit tout autrement de sa mort , lors même qu'elle seroit naturelle.

La famille des Bourbons est considérable. Tous ses membres sont dehors , ils se succéderaient à fur et mesure , au titre de prétendant. Celui-ci se trouvant libre d'agir , ayant des cousins et des alliés presque sur tous les trônes de l'Europe , trouveroit dans les cabinets des ressorts politiques pour agiter les troubles de la France , la déchirer par elle-même , et faire une nouvelle confédération avec laquelle il se partageroit les lambeaux de l'empire de ses pères.

S'il arrivoit qu'à l'instar de l'Angleterre la France se déterminât quelque jour , à vivre désormais sous une monarchie tempérée , il lui seroit plus avantageux sans doute , de retrouver son roi dans l'enfant qu'elle auroit élevé dès son plus bas âge , qui n'auroit point été imbreigné des vices de l'ancienne cour , et dont il ne lui restoit d'autre notion que celle bien morale d'avoir vu immoler son père à leur expiation. Cette leçon terrible lui ouvrirait les yeux sur son intérêt personnel , et lui suggereroit inmanquablement de faire sévèrement sentinelle auprès de son trône , pour en interdire l'accès aux vices et aux abus qui l'auroient fait écrouler sous son père. La nation ne pourroit pas espérer les mêmes avantages , chez aucun de ceux des princes qui auroient passés leur vie au milieu



de tous les genres de corruption. Les premières habitudes sont celles qui nous restent, et un tel prince y renonceroit d'autant moins qu'il leur devoit la révolution qui l'auroit successivement fait parvenir au trône.

Le roi de Prusse quitta l'armée au mois d'octobre 1795, et rentra à Berlin. Son généralissime le duc de Brunsvick, quitta aussi lui quatre mois après. Tout subitement sa majesté annonça aux puissances qu'elle alloit retirer son armée de la confédération générale, et n'y laisser que son contingent comme électeur de Brandebourg. Cette infidélité perfide, cette violation monstrueuse de tous les traités généraux et particuliers, avoient pour objet de mettre l'armée prussienne à la charge des puissances. L'Angleterre et la Hollande furent obligés de s'y soumettre, et la prirent à leur solde. Quel opprobre ! et comment se peut-il que le neveu et successeur immédiat du grand Frédéric prit à tâche de se couvrir d'autant d'ignominie, que l'autre avoit acquis de genres de gloire ?

Le grand Frédéric en mourant laissa un trésor connu de cent soixante-deux millions d'écus. Frédéric-Guillaume ne l'avoit pas entamé. Il étoit plus que couvert des fraix que pouvoit lui occasionner la guerre de la confédération par sa conquête sur la Pologne en 1795. Sous le prétexte d'être le

médiateur des troubles en ce pays-là , il y envoya des troupes , elles envahirent une partie du territoire , et il se l'appropriâ. C'est en cet état néanmoins , qu'il fit la spéculation mercantile de mettre son armée à la solde de ses alliés et dans la cause de royauté.



---

## CHAPITRE X.

### *De la bastille de Coblençe.*

---

LES brigands politiques commencent toujours par faire abus des mots , pour arriver plus sûrement à celui des choses. Il n'y eut aucun de ceux des anciens tyrans de la Grèce et de Rome ou du monde connu , qui osa jamais enfanter une loi qui lui attribuerait et à ses agens le droit d'enlever le père à ses enfans , le fils à son père , l'homme à sa famille et à la société , pour le précipiter dans un tombeau vivant , l'y assassiner arbitrairement , et ne le rappeler à la vie , que pour l'assassiner éternellement. Une telle loi eut révolté la nature : le tyran , quelque fut son pouvoir , eut été massacré à l'instant , et la famille détronée.

Toutes les lois promulguées en Europe s'accordent au contraire à classer la liberté individuelle comme le premier des droits de la propriété de l'homme , à frapper d'anathème celui qui attenteroit à cette propriété , et à déployer contre lui leurs



foudres vengeresses. Dans la monarchie française nommément, il existoit une loi exprès, qui déclaroit infâme celui qui solliciteroit auprès du souverain des lettres closes, ( celle de cachet ) contre la liberté d'un individu : et le roi à son sacre faisoit le serment de ne point accorder de grâce à celui qui se rendroit coupable d'un tel crime.

La soif de commettre ce crime étant devenu un besoin périodique chez les courtisans et les ministres de la royauté en Europe, édifièrent à grands frais dans toute l'étendue de la domination de la royauté une foule de temples pour le sacrifice de leurs victimes de l'arbitraire. Mais pressés comme ils l'étoient par le besoin d'échapper à la vendicte des loix, à celle du tribunal de l'opinion publique, ils imaginèrent de qualifier ces antres assassins du titre respectable de prisons d'état : ce qui dans toute l'acception du mot voudroit dire que tous ceux détenus dans de telles prisons seroient des conspirateurs contre la sûreté de l'état ; comme tels de grands crimes d'état, que le souverain en sa qualité de protecteur de l'état, doit bien plus étroitement resserrer, que ne l'est l'homme qui se seroit rendu coupable d'un délit envers un particulier.

Qu'ils apprenent donc les ministres que si leurs prisonniers sont des criminels d'état, il importe à la société entière que ses loix, ses magistrats

acquiescent par une instruction légale la conviction de l'accusé ; qu'ils acquiescent par sa bouche le nom de ses complices ; de ses auteurs , participants et adhérens , et que tous subissent le châtimement péral prononcé par la loi , pour , par la sévérité des exemples publics , intimider les scélérats désormais . . . . Qu'ils apprennent que la loi de l'état n'ayant pas d'autre objet que de frapper le crime , et préserver de ses attentats la vertu , l'innocence , cette loi de l'état ; elle seule a le droit d'aller remplir cette double fonction sur toute l'étendue du territoire de l'état ! . . . Qu'ils apprennent qu'en interdisant comme ils le font à la loi et aux magistrats de l'état l'accès de leurs prisons et de leurs prisonniers d'état , c'est paralyser par elle-même la loi de l'état dans ses fonctions les plus saintes , c'est renverser l'ordre social , c'est fouler aux pieds tous les intérêts et tous les droits . . . . Qu'ils apprennent que si le prisonnier est innocent du crime d'état , le plus monstrueux de tous les crimes connus , il importe à la société entière , à la famille et à lui-même , que la loi vienne le décharger légalement de cet anathème . . . . Qu'ils apprennent enfin que par-tout où il existera désormais les prisons de l'état , où les magistrats de l'état ne pourront pas entrer pour faire soigner les jours du prisonnier , pour constater son crime ou son innocence , de telles prisons seront autant d'étendards de la tyrannie assassine !

Comme les plus petits souverains sont en possession de singer les vices des grandes puissances , ils ont aussi eux des prisons d'état , avec cette différence seulement que leurs petites ressources pécuniaires se trouvant plus qu'absorbées par le luxe domestique d'un orgueil effréné , cette tyrannie de prisons d'état s'accroît monstrueusement dans leurs mains , en ce qu'ils ne veulent absolument pas faire aucune dépense pour assurer la subsistance de leurs victimes de l'arbitraire.

En France les prisons d'état comportoient des logemens bien aérés et bien meublés aux fraix du roi. Il y avoit des domestiques pour soigner le prisonnier en santé comme en maladie. Il y avoit un médecin, un chirurgien, un apothicaire. Le premier étoit chauffé , éclairé , blanchi , habillé tout autant de fois qu'il en avoit besoin ; on lui donnoit de l'encre , du papier et des livres pour passer son temps. On le promenoit régulièrement pour sa santé. Il parloit au gouverneur de la place chaque fois qu'il le demandoit. Le major de place étoit assujetti à visiter les prisonniers tous les jours , à vérifier la bonté et la salubrité des alimens. Il y avoit un bon cuisinier pour les apprêter. Le roi donnoit neuf livres par jour pour la nourriture du moindre des prisonniers , et payoit tous les autres articles sur les mémoires qui en étoient fournis par le gouverneur. Quelques uns



de ces gouverneurs ne s'acquittoient pas toujours de leurs devoirs envers leurs prisonniers, et le marquis de Rougemont gouverneur de la prison d'état de Vincennes fut un de ceux-là. Le comte de Mirabeau en 1782 releva cette prévarication dans son ouvrage sur les prisons d'état, l'ouvrage tomboit entre les mains de Louis XVI, qui, pour faire une justice exemplaire de l'agent prévaricateur, cassa le marquis de Rougemont, et supprima totalement la prison de Vincennes !

L'électeur de Trêves dans sa prison d'état à la citadelle de Coblenz, n'avoit pour les prisonniers que des cabinets de garde robes infectes, ayant dix pieds de longueur sur six de largeur ; aucuns meubles quelconques, et pas même un seul lit. Point de traitement fixé pour assurer la subsistance du prisonnier ; personne pour le soigner, soit en maladie soit en santé ; point de feu, point de lumière dans la saison la plus rigoureuse de l'hiver ; point de vêtemens à celui dont une longue détention avoit consumé les siens ; personne pour apprêter à manger d'une manière décente et salubre. Le malheureux prisonnier qui arrivoit dans ce coupe-gorge, se trouvoit à la merci de la première femme de soldat qui vouloit bien lui fournir une portion de la gargote soldatesque et un fagot de paille pour se coucher, s'il avoit de l'argent pour payer l'un et l'autre. Aucune police quelconque,

pour préserver le prisonnier de la rapacité et de la mauvaise foi de la gargotière. Le major Fabre, commandant de la place, ne s'en occupoit pas, ni personne pour lui. Il ne visitoit pas ses prisonniers, et ne permettoit pas même au commandant de la garde de les visiter pour les faire soigner; il ne leur faisoit pas prendre l'air si nécessaire à la vie. Quand on le lui faisoit demander, il répondoit qu'il n'avoit pas d'ordre à ce sujet. Parvenoit-on à obtenir cet ordre du baron de Vimps le général électoral, le sieur Fabre le paralysoit tout aussitôt, tant par haine pour le général, que pour faire parade de son crédit auprès du ministre et du gouverneur de l'électorat. (f)

---

(f) Quelqu'un a écrit : tel est le maître, tel est le valet ! Ce principe ne fut jamais mieux consacré en preuves, que par les valets du souverain de Coblençe. Le baron Duméniques et le baron de Kerpen étoient étroitement liés d'intérêts politiques, et par inclination sociale. C'étoient eux qui régnoient pour leur maître, l'un comme ministre, l'autre comme gouverneur de l'électorat. Païtris de corruption, de despotisme, d'orgueil et d'ambition, ils s'abandonnèrent d'autant mieux à tous les excès de chacune de ces passions pendant les années 1791, 1792 et 1793 qu'ils remplissoient le double objet de satisfaire leurs inclinations dominantes, et de conquérir successivement la confiance et la protection de Calonne, celle du comte d'Artois, celle du roi de Prusse et du duc de Brunswick. De proche en proche les valets de ces deux premiers valets firent aussi les mêmes calculs.

C'est néanmoins dans cette prison mille fois odieuse ; que l'électeur en 1792 jeta successivement deux cents gentilshommes militaires à la requête de Calonne. C'est dans cette prison que précédemment et à la requête d'un des ministres de France, il avoit assassiné pendant douze années consécutives le comte de \* \* gentilhomme et officier français, qui ne put mettre un terme à cet assassinat éternel, qu'en échappant par dessus les toits du bastion où il étoit enfermé. C'est cette prison qui pendant toute l'année 1793, fut constamment remplie d'une multitude de prisonniers de

---

L'un d'eux, le sieur Fabre, homme pauvre, vain et ambitieux à l'excès, qui avoit d'ailleurs le tort d'être né d'une très petite noblesse toute nouvelle, et qui comme telle, est souverainement méprisée en ce pays-là, fut porté au grade de major de la citadelle de Coblençe au préjudice d'anciens militaires qui avoient bien mérité, et pour prix de son assiduité à se trainer dans les antichambres du baron Pumeniques et de Kerpen. Les gens présumèrent que cet homme, après avoir passé sa vie à tenir une école de dessin, ne renonceroit point à ses manies pédantesques, et qu'il en conserveroit la féroce, pour régenter les prisonniers, que le despotisme de l'arbitraire conféroit à sa garde. Ils ne furent point trompés dans leur attente ! Le pédant revêtu, avoit à s'acquitter envers ses créatures ; à grossir le nombre de ses protecteurs pour lui et pour les siens ; à se venger sur ceux qui étoient sous sa domination des humiliations qui l'avoient poursuivi dès son berceau ; et dans ce conflit de l'habitude routinière, avec son intérêt et ses passions, il devint pour ses prisonniers le pédant le plus despote et le plus cruel.



l'arbitraire , entassés comme des harengs les uns sur les autres , et dont il n'y en avoit pas un seul qui fut prisonnier de guerre , ou prisonnier de la loi. Depuis Néron et Caligula il n'exista jamais une cruauté aussi féroce que celle qui s'exerça dans cette prison. Le roi de Prusse , le duc de Brunswick et l'électeur de Trèves multiplièrent à l'infini les emprisonnemens arbitraires pour leur compte , et pour celui des petits souverains dont cette contrée fourmille. L'électeur et son gouvernement pour prouver qu'ils avoient fait des progrès de géant au service domestique de Calonne , s'instituèrent alternativement les souverains , les accusateurs , les juges , les géoliers et les bourreaux de cette foule de victimes.

Les petits souverains d'Allemagne sont à la fois les esclaves et les pères nourriciers des familles nobles chapitrales. Ce sont celles-là qui occupent toutes les charges du gouvernement , qui forment la société du prince , qui le dominant à volonté , qui méprisent souverainement tout ce qui n'est pas de leur secte monastique , et croissent toujours en efforts pour empiéter sur les droits des peuples. Les états et les régences leur tiennent tête autant qu'ils peuvent , et de ce choc continu naissent les haines particulières et la soif des vengeances. L'occasion ne pouvoit pas être plus belle pour assouvir cette soif d'autant plus brulante qu'elle étoit depuis

long-temps concentrée. Le roi de Prusse pour venger sa nullité comme général, s'étoit enveloppé dans les fonctions de grand prévôt de maréchaussée. Il ne demandoit pas mieux qu'on lui fournit de l'activité, et tous s'empressèrent à lui en donner.

D'après les idées gigantesques de pouvoir absolu dont Calonne avoit enrichi les archives du gouvernement électoral et le génie du roi de Prusse, on ne voulut absolument plus entendre parler de lois ni de droits. Il n'y avoit que des patriotes de la propagande qui pussent invoquer l'un et l'autre et il falloir impérativement les tortures comme tels. Les émules de Calonne avoient fort bien retenu la leçon ; mais ils lui donnèrent un effet rétroactif. De proche en proche les auteurs de toutes réclamations anciennes ou modernes de leurs droits lésés furent désignés au roi de Prusse comme prévenus de patriotisme, et très-étroitement incarcérés dans la prison d'état de Coblençe, où sous la constante habitude d'une tyrannie toute extraordinaire dans cette prison, ils furent livrés aux tortures de tous les premiers besoins de la vie, sans aucune possibilité d'obtenir l'agrément d'assister aux offices de leur religion, sans aucun accès à leurs parens et amis pour les voir et les consoler, et sur-tout point de juges.

Plus ces malheureux les demandoient ces juges, et plus ils étoient torturés. Les tyrans ne les accor-

dent qu'aux coupables , et les refusent aux innocens. Les accorder à ceux-là : ce seroit se soumettre à la loi , ce seroit assurer le triomphe de l'honneur et de la liberté de ses victimes , ce seroit les faire échapper , et renoncer au cruel plaisir de les assassiner tous les instans de leur vie.

A la reddition de Mayence son électeur et ses courtisans recommandèrent au roi de Prusse de se mettre à la poursuite de ceux des citoyens de cette ville qui auroient assisté au club de l'armée française , pendant que ce pays étoit sous la souveraineté de la France par droit de conquête. Le roi de Prusse en arrêta environ une cinquantaine, parmi lesquels il y avoit quatre ecclésiastiques. Sans respect pour leur caractère , sans respect pour les lois de l'Europe qui s'accordent à défendre d'oser jamais regarder un accusé comme coupable , jusqu'à ce qu'une instruction et un jugement légal l'aient reconnu et déclaré convaincu comme tel ; ils furent liés pêle-mêle , traînés à pied par un détachement de cavalerie jusque dans la prison d'état à Coblençe , la plus cruelle de toutes celles de l'Europe sans doute, et par cela même quelle appartient à des moines.

Cette recrue de prisonniers resta quelques mois dans l'oubli. Tout à coup les dogues du despotisme se trouvant pressés par la soif de sang humain,



s'écrièrent que ces gens étant des clubistes , ils ne pouvoient pas échapper à l'échafaud , et qu'on ne risquoit rien de les livrer aux lois. Dans cette confiance on nomma une commission à Coblençe , pour aller les interroger à la citadelle. Mais ils n'étoient pas les justiciables de Coblençe , ils n'en étoient pas même les sujets. Ils étoient ceux de l'électeur de Mayence ; les délits dont ils étoient accusés s'étoient commis à mayence ; ils avoient été arrêtés à Mayence , ils appartenoient aux prisons de Mayence, aux loix de Mayence et à ses magistrats. Les professeurs de pouvoir absolu n'y regardèrent pas d'aussi près , ils continuèrent la course de leurs attentats. Les interrogatoires se cumulèrent pendant quatre mois. On tendit toute espèce de pièges à ceux qui en étoient l'objet. On porta la supercherie jusqu'à leur promettre grace et liberté , s'ils vouloient judiciairement demander à s'expatrier pour entrer en France. Pressés comme ils l'étoient par le besoin de faire cesser leurs tortures , ils consentirent à tout ce que l'on voulut. En résultat, le triumvirat coblencien , mayencien et prussien , ne trouvant rien dans ce fatras de procédures et de procédés , qui pût déterminer les magistrats à envoyer ses prisonniers à l'échafaud , il s'enveloppa de nouveau dans son pouvoir absolu , pour soustraire ses victimes à la loi qui alloit les libérer par un jugement qui prononceroit sur le mérite des charges du procès. On les garotta , on les

recruta d'une vingtaine d'autres prisonniers de l'arbitraire qui n'avoient point été interrogés, et de poste en poste tous furent transférés en prison dans les états du roi de Prusse, par la rigueur du mois de janvier et à pied.

La corruption est si grande dans le haut clergé catholique en Europe, que sa pratique personnelle est un mépris perpétuel de tous les principes de cette religion, et l'abnégation de toutes bonnes mœurs. Le sieur \*\* bourgeois de Coblençe, âgé d'une quarantaine d'années avoit fréquenté une jeune personne qui successivement l'avoit rendu père de plusieurs enfans. La tendresse de la nature, ce sentiment si délicieux du père aux enfans, et des enfans à leur père, éleva sa voix impérieuse et déterminâ le sieur \*\* à épouser la mère de ses enfans, comme le seul moyen de donner à ceux-là et son état civil et sa fortune patrimoniale. Toutes les lois divines, celles religieuses, celles civiles et l'ordre social, concouroient unanimement à légitimer cet acte paternel, à en protéger l'accomplissement et à l'ordonner même. Chacune de ces autorités sembloit encore devoir prendre un nouveau degré de force et d'activité, sous la souveraineté d'un prince évêque ! C'est précisément contre ce gouvernement ecclésiastique, contre sa corruption et son despotisme que vinrent échouer ces devoirs de la tendresse paternelle, et toutes les autorités saintes qui en étoient les protecteurs.

La vieille mère du sieur \*\* alla supplier le despotisme coblencien d'empêcher un mariage qui n'apportoit à son fils que des charges, et point de fortune. Le gouvernement monacal n'avoit garde de laisser échapper une seule occasion de faire parade de son pouvoir absolu ! Il enleva le sieur \*\* et le précipita dans sa prison d'état. Successivement il poussa l'excès de ses attentats jusqu'à forcer le malheureux de s'engager comme soldat dans l'armée électorale, et par cela même que le soldat n'y a pas la liberté de se marier. Ce nouvel acte de tyrannie une fois consommé, on ne le retint pas moins prisonnier d'état, d'où il ne sortit qu'en échappant furtivement au bout d'une année de détention.

Monsieur de \*\* d'une famille riche et recommandable par ses bonnes mœurs, par les emplois qu'elle occupa avec honneur dans la magistrature et dans le militaire, ne fut point exempt de payer au despotisme de Coblençe le tribut de quinze mois de prison à la citadelle. Comme conseiller aulique de la régence de Trêves, et le syndic de ses états, son organe avoit servi plusieurs fois à porter leur réclamation sur des droits lésés ; et singulièrement sur un acte passé entre eux et la noblesse et que celle-ci n'avoit point exécuté et ne vouloit pas exécuter. Ce crime devenoit d'autant plus capital qu'il étoit commis contre des chapitales. Ceux-



ci s'étoient bien promis de s'en venger , mais l'occasion leur manquoit. L'œil de la vengeance y voit toujours trouble , les chapitais sont d'ailleurs par état fort peu éclairés , et dans ce conflit d'obscurité ils choisirent précisément celle des circonstances qui mettoit le plus à découvert et leur couardise et leur turpitude.

Lorsque les armes françaises s'emparèrent de Mayence , en mémoire de la déroute du roi de Prusse à Verdun , la citadelle de Coblenze se trouvoit tellement dénuée de toute espèce de défense en hommes , en munitions et en vivres , que trois mille hommes s'en seroient emparés sans éprouver la moindre résistance. Pour consacrer cette pénurie absolue et la divulguer , l'électeur son souverain , le ministre , le gouverneur et tous autres chapitais employés ou isolés , ramassèrent subitement ce qu'ils avoient de plus précieux , et s'enfuirent à perte d'haleine ! Ces gens-là ne sont audacieux qu'envers l'homme qu'ils ont fait charger de fers , et frapper de la nullité des cachots ! Autant ils font peu de cas de la liberté et de la vie de l'homme leur semblable , et autant ils mettent de prix à conserver les leurs . . .

Cette fuite du gouvernement de Coblenze étoit le coup de tocsin de la détresse , et livroit complètement sa ville et son pays à la discrétion

de l'ennemi. Coblençe d'ailleurs avoit été le chef lieu du rassemblement des émigrés. C'est là que s'étoient forgés les chaînes que le pouvoir absolu destinoit aux uns , et les instrumens de la destruction qu'on promettoit aux autres. C'est là qu'on avoit baffoué, injurié, menacé Sainte Croix , l'envoyé de la nation française , ce qui l'avoit déterminé à partir sans prendre congé , et trois mois avant la déclaration de la guerre.

Dans cet état des choses il n'étoit pas permis de présumer que le général français Custine dédaignerait de s'emparer de cette place d'autant plus importante qu'elle interceptoit à l'armée de la Flandre autrichienne le passage de ses renforts , celui des vivres pour elle , et pour la Hollande dans toute la partie du Rhin. L'armée française une fois en possession de cette place, la ville de Coblençe et son pays couroient la presque certitude d'être pillés et brûlés en expiation de la complicité de leur souverain avec Calonne. Les états de Trêves voulant sauver leur pays , voulant sauver par cela même la propriété de leur souverain qui venoit d'abandonner les personnes et les choses à la merci de la tempête , ils se déterminèrent à porter au général Custines à Mayence , et par l'organe de leur syndic , des propositions d'attribution tendantes à savoir , dans le cas que ses armes subjugueroient le pays de Coblençe , qu'elle seroit

la somme d'argent qu'il exigeroit pour préserver ce pays du pillage et de la destruction.

C'est de cette démarche dont les effets ne pouvoient être que salutaires , et les intentions absolument pures , dont dans la suite la cour électorale fit son instrument de vengeance des anciens griefs qu'elle avoit contre monsieur de \*\*. Lorsque le roi de Prusse fut remonté à Coblençe , et que son armée eut mis ce pays à couvert de l'ennemi, c'est alors seulement qu'on fit un crime à monsieur de \*\*\* de sa démarche , et qu'on réquit le roi de Prusse de l'arrêter. La mission fut scrupuleusement remplie , et on l'incarcera à la citadelle. Il se pourvut directement à la chambre impériale de Vetzlar , ses juges suprêmes , qui , par un jugement provisoire prononcèrent son innocence , l'élargissement de sa personne , et condamnèrent l'électeur à lui rembourser tous les dommages que lui auroit occasionné sa détention.

Le despotisme électoral furieux de cet attentat de la justice distributive contre sa tyrannie de l'arbitraire , ne voulut point relacher son prisonnier. Il recourut de nouveau à l'assistance du roi de Prusse à Francfort , pour qu'il eut à le secourir de son autorité. Sa majesté qui n'étoit fidèle à ses alliés que sur l'article de l'oppression sur les sujets , jugea très-équitable d'empêcher un arrêt



definitif qui consacrerait le triomphe de la vertu et celui de la loi. A cet effet le monarque fit notifier officiellement à la chambre de Vetzlar, par un de ses ambassadeurs que si elle se mêloit davantage de cette affaire il prendrait le prisonnier sous sa garde. C'étoit-à-dire, qu'il le transférerait en Prusse dans sa prison de Spandau, où il l'assassinerait tout à son aise, et tout autant de tems que l'électeur le voudrait. Cette rage d'assassiner les hommes est si grande chez la majorité des cabinets de l'Europe que, non content d'assassiner chacun pour leur propre compte, ils assassinent encore par commission les uns pour les autres, sans vouloir savoir pourquoi, et sur la simple réquisition d'un ministre.

Le comte de \*\*\*\* gémissait depuis dix-huit mois dans la prison d'état de Coblençe, périssant de faim, de froid, de nudité et de misère, pour avoir démontré dans le silence du cabinet, et l'odieuse des opérations de Calonne à Coblençe et les effets désastreux qu'elles ne manqueraient pas de produire. Pour lui ôter les moyens de se procurer par lui même les premiers besoins de la vie qu'on lui refusoit, on lui avait interdit toute espèce de communication, on avait mis la totalité de son linge, de ses hardes et effets sous le scellé du bourgeois maître Schol à Coblençe. Pour qu'il ne mourrût pas tout d'un coup, et pour se procurer le plai-

si de le torturer plus long-tems , on avoit donné ordre à une gargotière soldatesque de lui fournir à manger une fois par jour seulement , et cette fourniture avoit été fixée à une demi livre de pain chaque jour , de qualité si mauvaise et si dégoûtante qu'il lui étoit impossible de s'en servir ; encore fut-on quinze mois sans en payer un sol ! A défaut de ce paiement , la gargotière au bout d'une année , cessa tout court sa fourniture. L'indignation publique s'éleva contre cette infamie. Un bas officier , le sieur Val se chargea de continuer la fourniture , elle devint beaucoup plus supportable dans ses mains en qualité et en quantité ; mais ce brave homme fut lui-même quatre mois sans toucher un acompte de son salaire.

L'électeur , les frères du roi , le duc de Brunswick et le roi de Prusse s'étoient bien entendus , bien unis , bien coalisés ; pour assassiner à la requête de Calonne le défenseur de Louis XVI contre les opérations régicides de Coblençe. Il n'en fut plus de même , lorsqu'il s'agit de payer le morceau de pain d'amertume dont la classe la plus indigente leur avoit fait les avances sur leur ordre exprés ; chacune de ces puissances assassines renvoyoit ce paiement à la charge de l'autre. Dans ce débat périodique , dans ce débat indécent et cruel , dans ce débat qui ne se fut jamais élevé entre des

crocheteurs , personne ne débloît sa bourse , personne ne payoit.

Le comte avoit à deux fois différentes fait remettre au sieur Faber , major de la citadelle , et au baron de Kerpen gouverneur de l'électorat des mémoires pour l'électeur de Trêves<sup>33</sup> et le roi de Prusse ! tendant à obtenir des juges. Les sieurs Faber et Kerpen affectoient de se trainer de porte en porte à Coblençe , d'y protester de la scrupuleuse exactitude qu'ils avoient mise à faire tenir les mémoires à leur adresse , et du vif intérêt qu'ils prenoient au prisonnier.

Néanmoins , bien loin de porter quelque adoucissement aux traitemens barbares dont on l'accabloit sous une détention aussi injuste que tyrannique , ces féroces bourreaux ne lui fournissoient ni médecin ni chirurgien , ni soins quelconques , dans l'état de maladie la plus souffrante , et sous laquelle il eut succombé sans un honnête magistrat de Coblençe , qui envoya au comte et son médecin , et les petits remèdes dont son épuisement pouvoit être susceptible de faire usage. Le sieur Faber lui supprima entr'autres , presque subitement , une permission qu'on lui avoit obtenue du général électoral , pour prendre l'air deux heures par jour , après une privation totale de ce premier besoin de la vie pendant une année entière. En résultat



le major Faber notifia et fit notifier au comte que les mémoires ne seroient pas reçus , tant qu'il persistoit à demander des juges , et à notifier cette demande.

L'électeur venant un jour pour visiter sa citadelle , le comte de sa fenêtre jeta un billet aux pieds de son altesse électorale , tendant à obtenir un moment d'audience. Il ne l'eut pas ; mais le lendemain son ministre , le baron Duméniques , lui donna ordre de s'expliquer par écrit. Il écrivit , et demanda des juges. Le ministre en réponse lui donna l'ordre impératif « de restreindre sa demande « à un mémoire très respectueux , et dans lequel il « prieroit pour sa liberté ; lui déclarant que s'il « ne faisoit pas cela , ce seroit sa faute s'il resteroit en prison désormais ». Le comte au lieu du mémoire exigé , lâcha au ministre Duméniques une requête en justice , et lui fit sommation expresse d'avoir à la remettre à la loi , et aux magistrats de l'état.

Le despotisme coblencien , tout coléreux de ce que la vertu ne vouloit pas consentir à se mettre dans la posture du crime , voulut que son pouvoir absolu remporta encore une fois la victoire sur la loi de l'état. Cette victoire du pouvoir absolu présente d'ailleurs un attrait tout particulier , contre un homme à grand caractère que le concours

des autorités tyranniques , et celui de toutes les tortures les plus cruelles n'avoient pu ni subjuguier ni amolir : un homme d'ailleurs qui s'avoit de posséder une âme , un cœur et des moyens moraux , que la nature et l'éducation leur avoient également refusés.

Les propagandes de crimes royaux ne pouvant pas se dissimuler que la poursuite du triomphe contre un tel adversaire n'étoit pas tout à fait sans péril , on fit l'appel nominal des membres de la secte de tyrannie dans toute la contrée. On les assembla. Ils discutèrent pendant trois mois sur le choix des moyens les plus propres à frapper leur victime d'un genre de torture et d'assassinat jusqu'alors inconnu , et tout en ayant l'air de lui rendre sa liberté.

Après avoir considéré que les circonstances publiques rendoient impossible , que le comte en sa qualité d'énigré , en sa qualité d'auteur de six ouvrages imprimés pour la défense de Louis XVI et de la monarchie put rentrer dans sa patrie pendant la guerre , ou en tirer des alimens ; après avoir considéré que le délabrement de sa santé et l'épuisement de ses forces ne lui laissoient pas même la ressource de porter les armes ; les assassins conclurent que ses papiers , ses ouvrages manuscrits , son linge , ses hardes et effets ne sor-

tiroient point de dessous le scellé du bourguemaitre Schol à Coblençe , pour le priver encore cette fois de s'en faire une ressource ; qu'on le transporterait dans un désert à cent vingt lieues de-là , où on l'abandonnerait nud , sans le sol , sans passeport , sans entendre un mot de la langue du pays , et sans qu'on y connut la sienne. L'exactitude que le roi de Prusse et le duc de Brunswick étoient en possession de mettre aux actes de proscriptions coblenciennes , valut au duc de Brunswick , au maréchal de Moellendorf , à leur armée la gloire d'y mettre encore celui-là.

Le grand Frédéric en mourant ne renonça point aux biens de ce monde. Il emporta avec lui dans sa tombe la gloire de sa couronne , celle de son armée , l'honneur de ses anciens compagnons d'armes.

Frédéric Guillaume en 1793 possédoit deux femmes vivantes. Toutes les deux avoient le titre de reine , avec cette différence , que la première qui étoit mère des enfans appelés à succéder au trône , se trouvoit reléguée dans un château , au milieu de ses vertus personnelles. Il sembla très-plaisant au polygame couronné d'épouser une troisième femme dans la fille d'un riche négociant à Francfort. Celui-ci , pressé de jouir de la gloire que lui promettrait une alliance qui associerait



sa fille au partage de la couronne du grand Frédéric, se prosterna devant cette couronne, et la contempla. Il ne la reconnut point. Dans sa mutation elle avoit été trainée et point portée... Les taches s'y étoient cumulées, et en avoient rongé tout l'éclat. Le négociant ne voulant point associer son sang à ce sacrilège il refusa sa fille. Le général couronné fut forcé de lever le siège, et de faire encore une retraite. Ses conquêtes à Cythère, comme au champ de mars se bornèrent aux places qui étoient à vendre.

En exécution des ordres coblenciens un capitaine prussien et deux de ses bas officiers, vinrent triomphalement en poste de Mayence à Coblençe, et tout exprès pour enlever le comte. Ils le conduisirent au désert, où étant arrivé après une course continue pendant dix jours, l'officier prussien l'embrassa fraternellement, lui demanda son amitié, ne lui offrit pas un écu, lui tourna le dos, et s'en fut.

Mais voilà, comme certains souverains remplissent leur devoir de protecteurs. Voilà comme l'électeur de Trèves, les frères de Louis XVI, le duc de Brunswick et le roi de Prusse remplirent le serment solidaire qu'ils avoient fait par leur manifeste du mois de juillet 1792 de rendre à l'homme ses droits, à la justice son cours.

distributif , et à la religion catholique son culte.

La saine raison ne conçoit guère , comment à la clarté du dix-huitième siècle , qui après avoir dissipé les ténèbres de l'ignorance et déchiré le bandeau du fanatisme , avoit produit dans l'espace de quinze années, 5 révolutions chez 5 peuples différens dont 2 avoient totalement secoué le joug de la royauté : les souverains , au milieu de cette crise , eurent l'aveuglement de s'acharner plus que jamais , à s'engager à la poursuite de leurs prétentions meurtrières sur les hommes.

En politique , disent-ils , il faut savoir sacrifier des hommes ! Mais qu'ils y prennent garde : car les peuples employant le même arguments auroient aussi eux sacrifier les rois ! Si cet assassinat des hommes de la part de la royauté n'est pas un crime l'assassinat des hommes de la part des peuples ne le sera pas davantage ? Mais heureusement pour l'humanité que toutes les lois divines , celles religieuses , et celles sociales s'accordent à proscrire , et les assassins couronnés et les assassins isolés.

---

---

## CHAPITRE XI.

*Les vices de l'éducation des princes sont la source de tous les crimes.*

---

Les princes ne sont que des hommes : et pour l'ordinaire ils ne naissent pas méchants. Mais les uns, engendrés comme ils le sont par la débauche de leurs Mères, et tous étant périodiquement alaités par les mille et une mamelles de tous les vices réunis à la cour royale, il doit être rare, et presque impossible, qu'après avoir été tour à tour les enfans et les émules du crime, ils n'en deviennent pas les pères.

Ajoutez à cela que la soif du brigandage, celle des empoisonnemens, des extorsions, des massacres et des assassinats regnent dans les cabinets de tems immémorial, comme ayant été le principe et la base de leur création, leur culte le plus cher et le plus scrupuleusement observé de génération en génération.

Pour perpétuer la fécondité de cette dynastie de crimes royaux, les princes du sang royal naissent



vivent et meurent dans le berceau de l'ignorance la plus crasse. Les gouverneurs du prince, ses officiers, ses courtisans, ses ministres interceptent successivement l'accès de sa personne à l'étude des lois de l'état, et à toute espèce de connoissances sur le droit public.

Ces tuteurs perpétuels, ces propagandes du crime qui sont en possession de n'invoquer le nom de l'être suprême et la religion dominante qu'elle qu'elle soit, que pour porter la terreur et l'effroi dans le cœur des uns, le carnage, le pillage et la dévastation chez les autres, et les erreurs de tout genre chez la masse entière : ils bornent la science de leur pupile à lui démontrer par des sophismes, qu'il est prince par la grace de dieu, son représentant sur la terre ; qu'il la lui a donnée pour appanage ; que les hommes qui l'habitent n'ont été créés, que pour ses menus plaisirs, et qu'il a le droit de disposer à son gré des personnes et des choses.

Après avoir ainsi gigantesquement franchi les limites de la royauté, après avoir sacrilègement métamorphosé l'origine de sa création, le pouvoir dont elle est émanée, la justice de dieu et l'égalité qu'il a mise entre tous les hommes ; après avoir mis à l'écart, les droits et les pouvoirs de la nation qui les possédoit véritablement tous de la main de dieu et de la nature, et qui ne s'en trouve dépouillée

que pour en avoir confié une partie , sous la seule destination d'en protéger la masse : ils invoquent la dynastie des conquérans et des despotes , qui , après avoir enfanté tous les crimes , se sont complus et se complaisent éternellement à en ravager la terre.

Selon ses instituteurs , ceux des rois qui sont paisibles et populaires , ne sont que des êtres pusillanimes , imbéciles , des fainéans l'opprobre de la royauté , la honte de leur siècle. Les conquérans et les despotes sont au contraire autant de monumens du génie , de la grandeur , de la gloire générale et particulière.

Ces brigands que la loi avoit d'avance dévoués à l'infamie , qu'elle avoit marqués pour l'échafaud , s'ils n'eussent pas trouvé dans la force l'impunité de leurs forfaits ; ce sont ces brigands couverts de vols ; d'usurpations , d'incendies , de meurtres et d'assassinats , qui sont donnés pour modèles au prince , et dans sa vie publique , et dans sa vie privée ! de proche en proche tous ceux des sujets destinés à devenir un jour les serviteurs du prince , à quelque titre que ce soit , sont alaités à cette source intarrissable du crime , d'où il résulte , que la race des brigands est inextirpable , jusqu'à ce que vienne le règne des lois en Europe ; mais des lois scrupuleusement combinées , pour préserver également et des troubles

qu'entraîne l'anarchie , et des crimes de tout genre qui sont inséparables du gouvernement d'un prince despote.

C'est du défaut de pareilles lois chez les uns , du défaut de leur exécution chez les autres , que sont issus cette énorme quantité de scélérats condamnés , qui ont successivement ravagé le monde entier , et dont l'histoire ancienne et moderne nous donnent la tradition. C'est du défaut du règne des lois que les rois sont devenus méchants , avides et sanguinaires ; et qu'ils ont périodiquement trouvé des complices et des agens dans ceux de leurs sujets les plus distingués par la naissance , par l'éducation et par leurs emplois au gouvernement civil et militaire.

Sans aller puiser des exemples de cette triste vérité sous les règnes des anciens tyrans de la Grèce et de Rome , Charles IX ne trouva-t-il pas dans les grands de son royaume , dans son clergé , dans ses officiers civils et militaires , un assez grand nombre de meurtriers , pour faire égorger un million de ses sujets dans une nuit ; et pour faire égorger même l'amiral de Coligny , qui joignoit à toutes les vertus personnelles , celle d'avoir périodiquement rendu à l'état les services les plus importants ?

Henri III trouva quarante cinq gentilshommes  
dans



dans ses gardes, qui acceptèrent de sa main royale des poignards pour égorger le duc de Guise dans l'appartement même du monarque. Le *Czar* Pierre <sup>1<sup>er</sup></sup> trouva un de ses Feldmaréchaux pour couper la tête à son fils innocent, l'infortuné prince Alexis, héritier présomptif de l'empire russe! Louis XV trouva dans ses ministres, dans ses courtisans et ses médecins, des meurtriers pour assassiner le Dauphin son fils par l'administration d'un poison lent, et successivement la Dauphine et la Reine.

Chaque cour de l'Europe n'a-t-elle pas eu périodiquement ses assassins et ses empoisonneurs à gage? Celle de Rome même, et quoique mère de la sainte église de la Chrétienté, manquait-elle jamais de pareils agens, ou de les retenir en activité? Toutes les cours en Europe, n'ont elles pas leurs prisons d'état, dans lesquelles, pour le bon plaisir du prince, les hommes sont arbitrairement assassinés mille fois pour une, et par toutes les tortures de l'âme et du corps?

De quelle classe de gens sont composés les meurtriers, les géoliers et les bourreaux dans cette espèce de prisons? Ce sont les ministres, les gouverneurs, les majors, les lieutenans du roi, toujours gentilshommes et officiers qui ont la bassesse et l'infamie d'accepter des fonctions,

aussi barbares qu'elles sont dégradantes et criminelles.

Quels sont ceux d'entre tous ces meurtriers royaux qui aient jamais été livrés à la vindicte des lois de l'état ? Quels sont les magistrats organes de cette loi , qui aient jamais osé rechercher un seul de ces assassins pour lui infliger la peine de ses crimes ? aucuns !

Quel est le tribunal en Europe qui s'est refusé d'envoyer un innocent à l'échafaud , toutes les fois qu'il a plu à son souverain de l'y faire monter ? Nous n'en connoissons point ! L'ame du vertueux chancelier de Prusse se révolta , il est vrai , sur l'ordre souverain qu'il reçut de faire porter à l'échafaud l'immortel Frédéric II alors prince royal. Mais si son père eut persisté , le tribunal lui auroit fait couper la tête tout aussi bien qu'à ses deux favoris , qui n'avoient fait autre chose que de consentir d'accompagner le jeune prince dans un voyage qu'il avoit projeté de faire , et qui étoit purement destiné à la conquête de tous les genres d'instructions , pour la consacrer un jour au bonheur de ses peuples et à la gloire de son empire.

Si l'on considère encore les guerres que les souverains se font périodiquement entre eux , l'on verra que sous l'appât de l'usurpation et du brigandage ,

ces guerres ont pour objet principal de faire égorger une partie de leurs sujets , et de ruiner l'autre pour mieux l'enchaîner. L'on verra que c'est de cet odieux système d'assassinats et de dévastations royales que sont nées la misère des peuples, le despotisme des rois , et la dissolution de toutes bonnes mœurs. L'on verra que les meurtres , les assassinats de l'un et de l'autre sexe , le viol , le pillage , l'usurpation , la dévastation et l'incendie , caractérisent plus ou moins chacune de ces guerres périodiques.

Mais l'homme isolé qui commettrait de son chef le plus léger de ces crimes seroit aussitôt dévoué à l'exécution publique et conduit à l'échafaud ! Par quelle fatalité faut-il que le souverain chargé par état de fournir à ses sujets sûreté dans leurs personnes et dans leurs propriétés , livre continuellement l'un et l'autre à la destruction , par ses agressions périodiques contre ses voisins ? Comment se peut-il que le souverain chargé de faire punir de mort les voleurs , les incendiaires et les assassins , se complaise à transformer l'élite de chacune des classes de sa nation à une horde agente de tous ces crimes ? Comment se peut-il enfin qu'au milieu de cette marode royale , si l'un des soldats qui en sont les agens , marode pour son compte et se donne à mettre dans sa marmite , le grand



prévôt de l'armée le fait pendre à l'instant ? C'est que le roi est tout : Dieu , la religion , la loi , et les hommes ne sont rien !

Tout homme qui pourra se persuader que son souverain peut sans crime faire assassiner , voler , piller , usurper , incendier ; un tel homme volera , pillera , usurpera , assassinera et incendiera à son profit , quand il en trouvera l'occasion. C'est de cette conviction née de l'habitude de complicité avec le souverain que les princes de son sang , ses ministres , ses courtisans , ses officiers , ses soldats , même son clergé , sont toujours prêts à l'assassiner , à le piller ou le détrôner. Les factions à cet égard ne désespèrent jamais le trône d'un despote ; et si elles n'éclatent pas toujours , il ne leur manque que l'occasion propre à arriver au succès.

Le règne des lois lui seul peut produire les bonnes mœurs , et les bonnes mœurs elles seules produisent sûreté dans la personne et la propriété. Le despotisme de l'arbitraire produit nécessairement les crimes de tout genre , et le crime ne peut produire que des crimes !

Les rois ne reçurent point le sceptre de la main de Dieu. Dans l'origine tous furent chefs de horde de brigands heureux , que leurs complices couronnèrent sous différentes dénominations , tant pour

partager la puissance avec leur chef , que pour se partager encore les terres , et faire leurs esclaves de ceux des propriétaires légitimes à qui elles appartenoient , et qu'on en dépouilloit sous le titre de conquêtes.

Pendant près de dix-sept cents ans , à compter de l'époque d'Adam jusqu'à celle du déluge , les hommes vécurent en toute liberté , et dans une parfaite indépendance. Ils n'eurent point de souverains sous aucune dénomination quelconque. Chaque père de famille gouvernoit ses enfans , et n'avoit point de supérieurs.

Après le déluge , les trois fils de Noé , restés avec leurs femmes pour repeupler la terre , se la partagèrent successivement. Nemrod possédé de la soif de l'ambition , ne se contenta plus de son patrimoine. Il se fit un parti , déclara la guerre à ses voisins , envahit les héritages , soumit les propriétaires à sa domination , et se créa un empire à Babylone.

L'exemple de Nemrod entraîna bientôt d'autres individus à arborer l'étendart de l'usurpation et du brigandage. Les factions s'élevèrent de toute part ; les plus forts subjuguèrent les plus faibles , les dépouillèrent , et se firent rois aux dépens des droits et des libertés. Ninus , l'un de ces conquérans ,

fonda le premier empire des Assyriens , qui , dit-on , dura près de quatorze cents ans. Il en établit le siège à Ninive , ville déjà célèbre.

Les Mèdes se révoltèrent contre Sardanaple leur roi , et ses autres sujets en firent autant. Il se brûla lui-même avec ses compagnons de débauches , pour ne pas tomber à la discrétion de ses ennemis. Trois royaumes se fondèrent des débris de ce grand empire. Les Assyriens , après avoir ravagé nombre de fois la Judée , en firent la conquête , pillèrent le temple de Salomon où ils trouvèrent des richesses immenses en vases d'or et d'argent. Salmanzar renversa de fond en comble le royaume d'Israël. Romulus et Rémus fondèrent la ville de Rome<sup>e</sup>, l'an 723 avant Jesus-Christ.

Cyrus , général de l'armée de Cyaxare , que Daniel appelle Darius le Méde , réunit par ses usurpations le royaume des Perses et celui des Mèdes : il devint maître de l'Orient et fonda le plus grand empire du monde. Il soumit encore le roi de Babylonne par les forces réunies des Mèdes et des Perses. Sous le règne de Darius Rome et Athènes chassèrent leurs tyrans et devinrent des républiques. Rome devenue libre fut gouvernée par des consuls.

Après la mort d'Alexandre , fils de Philippe ,



son vaste empire fut divisé en plusieurs royaumes. Son frère, ses sœurs, sa mère, ses enfans furent massacrés par ses propres capitaines qui se partagèrent ses richesses et son empire.

La république romaine arbora aussi l'étendart de l'usurpation. Après avoir asservi *Chartage*, elle ne trouva plus de puissance capable de lui résister la plupart des royaumes devinrent des provinces romaines. Les Gracques, tribuns du peuple voulurent renverser la république; il furent découverts et périrent. *Marius* et *Sylla* conçurent le même projet, et versèrent à sa poursuite des torrens de sang romain.

*Sertorius* dans l'Espagne, *Catilina* dans l'Italie levèrent l'étendart de la révolte pour asservir Rome. *Sertorius* fut battu par *pompée*, et l'éloquence de *Cicéron* ruina le parti de *Catilina*. Les succès de *Pompée* et de *César* donnèrent du ressort à leur ambition personnelle, qui en fit bientôt des factieux. Le premier avoit assujetti l'Orient; l'autre avoit mis les Gaules sous la domination des Romains. Ces deux rivaux en brigandage décidèrent de l'empire du monde à la bataille de *Pharsale*. Dès ce jour la république romaine fut perdue et obligée de subir le joug de *César*. L'assassinat de sa personne, en affranchissant les romains de sa tyrannie, ne leur rendit point la liberté.

Marc-Antoine , Lépide , César-Octavien , de depuis surnommé Auguste , se partagèrent les dépouilles de l'autorité de César. Pendant la durée du triumvirat ils inondèrent de sang l'empire romain. Auguste se défit de ses rivaux , et devenu le seul maître du monde , il adopta Tibère pour successeur. L'empire devint héréditaire dans la maison de César , et s'y maintint cent cinquante ans jusqu'à l'incursion des barbares. L'Orient fut ravagé par les Scythes asiatiques et par les Perses. Trente tyrans s'élevèrent à la fois , demandèrent l'empire , et chacun d'eux se fit un royaume de sa part du brigandage.

Les Germains et les Francs commirent depuis long-tems tous les crimes et forfaits , pour parvenir à usurper les Gaules. Les Francs parvinrent enfin à cette usurpation sous la conduite de Pharamond qu'ils couronnèrent. Ainsi se forma la monarchie française l'an 420 des débris de l'empire romain. C'est par les mêmes usurpations que s'étoit fondé celui-ci , et tous les autres. La force et la violence , le vol et les extorsions , les assassinats , les meurtres , les incendies créèrent les rois et le trône. Par les mêmes procédés les rois et les monarchies se détruisirent , et se recréèrent tour à tour , sur leurs ruines et leurs débris respectifs. Ces brigands se couronnoient , et se détrônoient

alternativement les uns les autres. Tous cimentèrent périodiquement leur autorité par le sang du peuple en Europe, sur la ruine de ses droits, sur l'usurpation de sa propriété et celle de sa liberté.

Successivement ces brigands devenus couronnés, ne renoncèrent point aux crimes qui les avoient élevés. Ils voulurent alternativement dépouiller leurs complices, devenus leurs bienfaiteurs, et se détroner de souverain à souverain, afin de s'agrandir sous chacun de ces rapports.

Soit l'exemple de la royauté, soit le besoin de se défendre des usurpations périodiques des brigands, devenus rois de quelques peuplades se déterminèrent à se nommer des souverains, et à lever des milices. Ceux-là, de souverains légitimes qu'ils avoient été librement élus par la volonté et le pouvoir de leurs semblables, voulurent aussi eux se ranger dans la classe des brigands, et toujours sous le titre de conquérans sur leurs voisins et sur leurs propres sujets. De-là devinrent générales les usurpations, les brigandages et les assassinats royaux, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Ils se perpétuèrent de dynastie en dynastie de génération ; et durent encore !

L'opinion publique se soulève sans cesse, en pensant à l'invasion en Europe des sauvages que l'on



nomma Barbares. Mais en quoi furent-ils plus Barbares que ceux qu'ils dépouillèrent; et que ceux qui dans la suite les détruisirent? Tous acquirent au même titre et par les mêmes, crimes, avec cette seule différence que les Européens étant instruits et policés, et les sauvages ne l'étant pas, ceux-là étoient bien moins coupables que les autres, soit à titre d'ignorance, soit parce qu'ils avoient été dévancés par l'exemple de tous les crimes.

De nos jours mêmes, comment se comportèrent alternativement chacune des puissances maritimes de l'Europe, dans leurs incursions sur le nouveau monde? Mille fois pire que ceux qu'on appelle barbares. Les Européens n'avoient aucun droit, ni sur le territoire, ni sur les habitans du nouveau monde. Ceux-là n'avoient jamais fait aucune agression aux Européens, ils n'avoient eu aucune relation avec eux; ils ne les connoissoient même pas. Néanmoins ces Européens au sein de l'abondance, tous policés qu'ils étoient, ayant une religion qui leur défend le crime, des loix pour le punir, des rois pour assurer l'exécution des loix: ils franchirent les mers les plus orageuses pour détrôner les rois du nouveau monde, et les porter à l'échafaud. Ils violèrent les femmes, incendièrent les villes et les habitations; ils s'emparèrent de toutes les richesses, de toutes les propriétés; ils

massacrèrent périodiquement les pères , les mères , les enfans au berceau ; ils semèrent par-tout le carnage et la dévastation , même dans les lieux qu'ils étoient résolus d'abandonner , pour s'en tenir aux mines d'or et d'argent , et au terroir des épiceries qui étoient l'objet de leur cupidité. Par quel ordre , et au profit de qui commit-on toutes ces abominations ? au nom et pour le compte des rois en Europe.

Si ces malheureux Indiens renaissent quelque jour de leurs cendres , ou de ceux d'entr'eux qui échappèrent au massacre , en s'enfonçant dans les déserts ; qu'ils vinssent fondre sur les rois et les peuples de l'Europe , qu'ils les exterminassent ; qu'est-ce que la saine raison , les loix , et la justice naturelle auroient à leur reprocher ? Rien ! si ce n'est d'avoir mis dans leur vengeance trop de ponctualité à restituer à leurs meurtriers les coups dont ceux-là les avoient accablés. La loi du talion les absoudroit entièrement. Les mêmes autorités absoudroient encore individuellement chacun des Européens qui ressusciteroit , pour tirer vengeance , ou des tortures royales qu'il auroit arbitrairement subies dans les prisons d'état ; ou du poison royal qui lui auroit dévoré les entrailles , ou du poignard royal qui lui auroit percé le cœur.

Puisse quelque savant avoir le courage de faire le dépouillement des annales publiques et secrètes des empires, d'en extraire chacun des crimes publics et des crimes privés commis par chaque gouvernement, à compter du jour de sa naissance jusqu'à celui où nous sommes, et d'en exposer nuement le tableau. Les rois y verront la masse des forfaits qu'ils ont commandés, les sujets y verront la complicité périodique que leur a arraché une obéissance aveugle et criminelle; et de cette évidence qui outrage Dieu et la religion; de cette évidence qui révolte l'humanité et la nature, il est à espérer que les souverains renonceraient peut-être à ordonner le crime, ou que les sujets renonceraient à obéir.

Les peuples n'ont rien à gagner à la guerre: ils ont tout à perdre en la faisant. Les rois ont été institués pour la sûreté des peuples, et ne peuvent sans crime se porter les agresseurs de la guerre. D'après ces deux vérités principes il faudroit abolir toutes alliances partielles de souverain à souverain, qui ne sont qu'un foyer d'intrigues permanentes, une matrice de corruption dont la fécondité empoisonne les personnes et les choses, perpétue leur ruine et en provoquant la naissance des factions à l'intérieur, les factieux ne deviennent tels que par leur intérêt personnel.



Cet intérêt leur commande impérativement de ne former d'entreprise contre le gouvernement , que dans des tems de dissolution de mœurs , et de l'épuisement des finances de l'état ; dans ceux de la misère des peuples et de la surcharge des impôts. Les guerres périodiques entre les empires , les nombreuses armées de lignes qu'elles nécessitent d'entretenir même en tems de paix ; l'interruption du commerce , la dévastation des propriétés , la perte des hommes qui sont autant de suites nécessaires de la guerre ; le faste somptueux de la cour , la voracité des courtisans , le mauvais choix des administrateurs civils , financiers et militaires , leur despotisme , leur ineptie , leurs rapines et leurs concussions amènent insensiblement tous les genres de calamités sur la tête des peuples qui , dans cet état d'oppression , aspirent après un libérateur quel qu'il soit.

C'est alors que le factieux se présente au peuple ; non pas pour le servir , mais pour en faire l'instrument de son élévation personnelle sur les ruines de tous. Il caresse le peuple , lui fait l'énumération de la somme de ses maux , s'institue son chef libérateur , et l'empire est bouleversé.

Ce conquérant démocrate , à l'exemple des conquérans royaux , cumule les proscriptions et substitue lèze-majesté nationale à lèze-majesté royale.

Sous cet étendart de lèze-majesté , créé par la soif du sang , et pour la soif du sang , le chef ordonne les confiscations , les emprisonnemens , les meurtres , les incendies , les assassinats privés et les assassinats juridiques. Il couvre la patrie d'échafauds sanguinaires , où seront portés tous les dissidens à ses principes , tant en matière de religion qu'en matière politique. Le peuple habitué comme il l'est de tems immémorial , à se porter alternativement le complice et l'agent de ces crimes périodiques pour le compte de son souverain , ne croit pas qu'il puisse lui être irrémissible de les commettre cette fois là pour la conquête de sa liberté ; et la terre se couvre encore de tous les genres de forfaits.

La clarté du dix-huitième siècle ne laisse plus d'autre alternative aux souverains en Europe que celle d'être détrônés , ou de renoncer tout court à leurs systèmes brigantins , pour s'envelopper dans les devoirs de la royauté envers les peuples. Si les souverains persistent à ne vouloir d'autre mesure de leurs actions , que leurs passions cupides et sanguinaires , les peuples adopteront la même politique ; les trônes de proche en proche seront renversés , et les rois exterminés.

Si les rois persistent à mettre leur sécurité dans la raison du plus fort , dont ils ont abusé avec

tant de complaisance dans les siècles de l'ignorance et du fanatisme ; la lumière qui nous éclaire , en montrant aux hommes que cette force a toujours été dans leurs mains , que la mutation en est impossible , que ce présent de la nature a été destiné à les défendre contre l'oppression , que c'est pour avoir eu l'avenglement de prêter ces mêmes forces , qu'elles sont devenues l'instrument de la ruine totale et individuelle , qu'ils doivent entièrement les consacrer à leur salut désormais ; la royauté est anéantie pour toujours , et sur ses ruines s'élèvera la république universelle.

Dans le principe des lois , dans l'établissement des sociétés , où tous les hommes étoient encore ceux de la nature , où ils ne connoissoient ni la soif du luxe , ni celle des richesses et des distinctions , le gouvernement républicain eut sans contredit été le meilleur ; aujourd'hui pour les grands états sur-tout , il sera le pire de tous.

La corruption générale et celle particulière , sont au comble. Tous l'ont plus ou moins reçue des entrailles de leurs mères , et de la mamelle nourricière. Tous ont reçu dès leur berceau l'exemple pratique de tous les crimes qu'elle entraîne après elle. Tous ont plus ou moins pratiqué ces crimes. De pareils germes , de tels exemples , de telles



habitudes doivent être peu propres à produire des Catons et des Solons.

Considérez encore que ceux qui de race en race, étoient en possession d'être grands par la naissance, les honneurs et les distinctions ne s'accoutumeront jamais à être petits. Dans la foule de ceux qui étoient petits, ceux d'entre eux que la nature aura doués de moyens supérieurs, commenceront par acquérir sur le sot, cet ascendant irrésistible du génie; bientôt ils seront appelés à composer la chambre de législation, ils y grossiront le nombre de leurs admirateurs, et deviendront des chefs de partis politiques.

L'enthousiasme public s'en mêlera. Ceux qui en seront atteints, deviendront les créatures et les protégés de celui devenu leur idole, qui bientôt en fera ses agens et ses esclaves. Ceux-là une fois en possession de dominer sous l'égide de leur idole et celui-ci voyant un terme à son empire moral dans le renouvellement de la législation, se trouvera humilié de descendre dans l'arène du commun des martyrs. Ses créatures devant subir le même sort, partageront ses sollicitudes; et tous, à l'exemple des conquérans anciens et modernes, prendront la résolution d'user de leur puissance et de leur crédit, pour se substituer aux anciens grands du royaume, dont les uns auront été  
égorgés

égorgés, et les autres abaissés. Ceux-là se rangeront tout aussitôt sous l'étendart de la révolte, comme le seul moyen qu'ils aient pour reconquérir leur état primitif. Les factions s'élèveront alors de toute part, chacun voudra faire triompher la sienne. Les guerres civiles et politiques remplaceront les guerres périodiques extérieures. Les hommes et les choses continueront d'être éternellement et tour à tour les agens et les victimes de tous les forfaits et de tous les crimes.

Si la royauté en Europe pouvoit enfin acquérir le bon esprit de commensurer la profondeur de l'abyme qui est prête à l'engloutir, elle se hâteroit de chercher le moyen de le combler pour ne plus le rouvrir. Ce moyen de salut personnel et de salut général est dans ses mains ; mais en fera-t-elle usage ?

La royauté consentira-t-elle à annuler tout traité d'alliance particulière, soit entre elle, soit d'elle aux républiques ? Consentira-t-elle à établir un congrès où tous les souverains assisteroient en personne ? Ceux-là dans une telle assemblée s'enveloppant dans l'amour de leur propre conservation, dans le devoir de leur place, qui leur impose de fournir à leurs sujets la paix et la sûreté ; ils renonceroient pour eux et pour leurs successeurs à ne jamais se déclarer la guerre directement ou indirectement de souverain à souverain. Ils s'engageroient à se réunir en masse contre celui d'entre eux qui contreviendrait à la convention mutuelle : et à se réunir de même contre les agressions des républiques, ou d'une seule. Ils

détermineroient les réformes à faire dans chacun de leur gouvernement : une base générale pour tous , afin que leurs peuples acquérant également la même amélioration , n'eussent partiellement aucun prétexte à s'élever contre leur souverain. On réduiroit les armées dans chaque empire à l'état d'une paix perpétuelle , selon son étendue et sa proximité des états républicains. On déclareroit le congrès périodique , et l'on fixeroit son assemblée à tous les cinq ans , jusqu'à ce que les circonstances permissent d'en reculer le terme , ou qu'elles nécessitassent de le rapprocher.

Cette opération faite , chaque souverain rentré chez lui , trouveroit dans la réduction de son armée une économie pécuniaire dans cette partie , des bras pour cultiver la terre , des moyens d'alléger d'autant les impôts sous ces différens rapports , et de donner de l'activité au commerce.

Il supprimeroit les maîtrises , les douanes , les privilèges exclusifs des compagnies commerçantes , qui sont autant de fléaux pour l'industrie , autant d'attentats à la liberté individuelle , autant de sang-sues destructives de la propriété. Il supprimeroit totalement les gens de finances dont les concussions et le brigandage portent et sur le roi et sur le peuple. Il ne chargeroit aucune de ses provinces de lever par elle-même sa cotité d'impositions annuelles , de payer sur icelle toutes les charges royales de son arrondissement , d'en faire passer l'excédant au trésor royal , et le tout sans fraix. Sous ce dernier rapport le souverain diminueroit l'impôt



des provinces de la moitié des émolumens que lui coûtent ses anciens receveurs généraux et particuliers ; son trésor bénéficierait de l'autre moitié. De même le créancier de l'état , soit à titre de fonctionnaire ou autre , bénéficierait des retards , des frais de déplacement , ou ceux de son receveur particulier à la capitale pour parvenir à recevoir sa créance.

Le souverain frapperoit ses ministres , ses officiers civils et militaires , et de proche en proche tous les employés au gouvernement à quelque titre que ce fut , de la responsabilité la plus sévère envers la loi de l'état ; soit de la destination et de l'emploi des deniers qui lui seroient confiés , soit de sa scrupuleuse exactitude à mesurer toutes ses opérations sur le respect dû aux lois du royaume , et auxquelles les agens d'un gouvernement bien intentionné doivent les premiers l'exemple d'une fidélité vierge. Le souverain créeroit une ordonnance qui ouvreroit indifféremment la porte des emplois et des récompenses à tous ceux de chacune des classes de citoyens , qui s'en seroient rendus capables par la réunion des bonnes mœurs et de la capacité , sans que dans aucun cas on put réunir deux emplois sur la même tête. On les assujettiroit de même à résider chacun à son poste , sans pouvoir s'en absenter que par un congé que le ministre ne délivreroit que pour des cas urgens et constatés. Dans l'ordre actuel en Europe , les grands fonctionnaires ne résident jamais, ou presque point, ce qui de proche

en proche met les personnes et les choses à la merci des valets.

Le souverain défendrait les emprisonnemens de l'arbitraire sous peine de mort ; c'est-à-dire que sa majesté ou ses agens pourroient sans formalités préalables faire emprisonner l'homme prévenu ou soupçonné d'un crime quelconque , mais à la charge de le livrer à ses juges naturels dans les vingt-quatre heures de son arrestation , pour qu'ils eussent à instruire de son innocence et de son crime, le condamner ou l'absoudre.

Il prendrait les mesures les plus efficaces pour interdire à ses courtisans toute espèce d'influence dans le gouvernement. Il supprimeroit totalement la source des graces ; il en alimenteroit d'autant celle des récompenses pour les services importans qui seroient rendus à l'état ; et ce service rendu à la chose publique seroit détaillé dans le brevet de récompense pécuniaire , ou celui d'élevation de rang. C'est alors seulement que l'un ou l'autre seroit alternativement un témoin perpétuel et de la vertu du monarque qui l'auroit dispensé , et de la vertu du sujet qui l'auroit acquis.

Les courtisans toujours intéressés , toujours insatiables dans leur voracité , abandonneroit bientôt la profession courtisanne dénuée de ses émolumens , et s'en iroient surveiller à la culture de leurs terres , ce qui accroît les richesses de l'état , et accellerait la naissance des bonnes mœurs dans la capitale. Il ne resteroit alors autour du prince que des gens désintéressés , et comme tels , de

vrais amis , au milieu desquels sa personne et sa propriété seroient parfaitement en sûreté. Les revenus de l'état provenant de la sueur des peuples, de tels revenus ne doivent avoir d'autre destination que de récompenser les services de la vertu , et de soulager l'indigence non méritée. Employer le tribut des peuples à alimenter la bassesse et les vices de tout genre qui sont inséparables d'un courtisan c'est insulter à la vertu, aux droits, aux loix, aux principes ; c'est commettre le plus grand des sacrilèges.

Plus la vertu , l'innocence , les droits et les libertés doivent être effrayées du despotisme de l'arbitraire : et plus elles doivent être rassurées sous le despotisme de la loi. Celui-ci ne porte et ne peut jamais porter que sur les prévaricateurs dans les fonctions publiques, que sur les voleurs, les assassins et les perturbateurs de la société. Ce despotisme de la loi est la seule sauve-garde que puissent avoir les sujets contre les entreprises du gouvernement. De même lui seul peut mettre chacun à la place qui lui est propre , l'y surveiller et l'y maintenir intact. De-là naîtront les bonnes mœurs, sur les ruines de la corruption, sur celles du brigandage et de tous les crimes. De-là naîtront l'économie publique et particulière, l'accroissement et l'industrie, celui de l'agriculture, du commerce, celui des richesses de l'état, la diminution périodique des impôts, l'aisance générale et particulière.

Que manqueroit-il alors au bonheur des peuples royaux ? Rien ! Et comme l'intérêt est la mesure des actions de l'homme , ces mêmes peuples ne



seroient point assez aveuglés , assez ennemis d'eux-mêmes , pour jeter à leurs pieds le bonheur qu'ils tiendroient dans leurs mains. Chaque classe de la société jouissant de la liberté de sa personne et de sa fortune ; la vertu et la capacité ayant l'accès des emplois et des récompenses ; le crime étant également puni chez les grands , comme chez le plébéien ; les peuples ne courroient point après l'égalité du rang de la naissance. Prétention absolument chimérique , par-tout où l'homme a cessé d'être celui de la nature , par-tout où l'homme est réuni en société , par-tout où la fortune et la capacité individuelle sont inégales. Cette égalité du rang n'exista nulle part que dans le mot , et jamais dans le fait. Dans les beaux jours de la république de Rome , personne n'eut osé dire que les hommes ne fussent pas égaux ; et néanmoins ils ne l'étoient pas. Le plébéien n'étoit point l'égal du patricien.

Chaque république en Europe , même la Suisse a des nobles , des bourgeois et des paysans. Ceux-ci ne peuvent point devenir bourgeois des villes : comme tels ils restent éternellement paysans , et sans pouvoir jamais parvenir au gouvernement de leur pays. Ce gouvernement réside exclusivement dans la classe de ceux des habitans des villes qui ont la qualité héréditaire de bourgeoisie. C'est elle seule qui compose le sénat , qui compose le petit conseil , qui fournit les baillifs et les gouverneurs des campagnes. On les qualifie de souverains seigneurs. Que peut-on conclure de cela ? Qu'en

tout tems et en tous lieux la bourgeoisie s'est plus ou moins agité pour faire descendre les nobles à son niveau , mais sans vouloir descendre dans la masse du peuple , ni permettre à aucun de ses membres de pouvoir jamais s'élever à sa hauteur.

Dans une monarchie tempérée au contraire , le dernier des citoyens peut être appelé à la législature par le propre choix de ses semblables. Par son mérite et sa capacité il peut être appelé au ministère , aux emplois civils et militaires , s'y distinguer par des services importans acquérir la noblesse pour récompense et s'élever ainsi au premier rang. (g)

(g) Ces exemples étoient fort communs en France. nous n'entendons point parler de ceux qui acquerroient la noblesse par des charges vénales , mais de ceux qui y parvenaient par des services rendus à l'état , et sans bourse déliée. Le vertueux l'Hopital , fils d'un régisseur de terre , devint chancelier de France. Paris , fils d'un paysan du Dauphiné , devint marquis de Montmartel , pour récompense des services qu'il avoit rendus au commerce de la banque. Dans les dernières années de la monarchie les deux frères Poissonniers furent annoblis comme médecins très-expérimentés. Grussot de Lyon , très-habile chirurgien , obtint des lettres de noblesse pour récompense. Janin dans la même ville , et une foule d'autres artistes dans tous les genres même les peintres , les sculpteurs , les ingénieurs obtinrent la noblesse , et la décoration de l'ordre de St. Michel pour récompense de leurs travaux.

Dans chaque ville capitale les échevins recevoient des lettres de noblesse héréditaire , après trois ans d'exercice à ce poste. Ils n'y étoient point appelés par le gouvernement. La ville seule choisissoit les échevins qui devoient la gouverner , le roi n'improvoit jamais ce choix , et anoblissoit indistinctement tous ceux qui en étoient l'objet.

Dans le militaire le grade de maréchal de camp donnoit la noblesse héréditaire. Trois générations de services dans le grade de capitaine donnoient la même noblesse. Les conseillers aux parlemens l'acquerroient de même par vingt années de services. Le banquier Neker lui-même , quoique étranger , quoique de la religion protestante , quoique républicain , ne fut-il pas au grand malheur de Louis XVI et de la monarchie , appelé deux fois au ministère ?

Les peuples d'une telle monarchie auroient trop d'avantages individuels sur les peuples républicains pour envier de s'associer au sort de ces derniers. Ils verroient que la soi-disante égalité chez ceux-là n'est qu'une contre vérité , une calomnie : que , sous un tel gouvernement la bourgeoisie des villes est tout ; et le reste n'est rien. Ils verroient enfin qu'une telle bourgeoisie est tout à la fois un roi, une noblesse et la nation.

D'après cette évidence , d'après l'établissement d'une paix perpétuelle d'empire à empire , d'après de bonnes loix sévèrement exécutées , les peuples royaux ne s'élèveroient point contre leur souverain, contre un père bienfaisant , dont chaque jour leur retraceroit le culte toujours fertile de sa tendresse paternelle.

Mais à défaut de cette tendresse du souverain-à défaut du règne des lois , à défaut de la cessation des guerres destructives des hommes , des propriétés et des libertés , à défaut de pouvoir supporter plus long-tems la somme des calamités qui les tuent par toutes les angoisses de l'agonie d'une mort violente et forcée , ces peuples royaux prêteront l'oreille aux propagandes , et s'y rallieront. Lorsqu'il est vrai que dans l'état actuel des choses , ils ont tout à gagner , rien à perdre ; et par cela même qu'on leur a tout ôté.

F I N.



p  
s  
s.  
à  
,  
es  
n  
i,  
nt  
es  
es  
n,  
ur  
se  
n-  
a-  
es  
p-  
ui  
ne  
e-  
at.  
s,  
ela